

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 12 AVRIL 1978 - N° 676

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76

1,70 F

## Le courrier du PCF

Marchais reçoit «quelques lettres» de critique, «une cinquantaine au plus» disait-il il y a moins d'une semaine.

En fait, chaque jour apporte son lot de nouvelles «contributions» au débat, dans les journaux les plus divers. Chaque jour aussi, l'Humanité tente de s'adapter, en maintenant le cap de la direction — toutes les fautes au PS — tout en s'adaptant pour éviter des cassures trop brutales.

Trois questions reviennent invariablement dans le débat : qu'en est-il de la démocratie au sein du PCF — comment s'appuyer à la fois sur «les pauvres», tout en ralliant d'autres couches — et enfin quelles conclusions tirées du 22<sup>e</sup> Congrès. Les réponses à ces questions sont aujourd'hui multiples.

Lire en page 4



## PROCÈS CROISSANT PROCÈS BELLAVITA RÉUNION DES MINISTRES DE LA POLICE

# LA POLICE CONSTRUIT SON EUROPE



Schmidt et Maihoffer, ministre de l'Intérieur, félicitent le commando de Mogadiscio. L'Allemagne prend la tête de la police européenne.

Le procès Croissant s'est ouvert lundi après que la fouille intime imposée aux avocats aient été déclarée légale. A Paris, Bellavita comparait pour la seconde fois mardi devant la Chambre d'accusation. Son avocat a démontré que toute l'accusation qui lui est adressée est d'avoir dirigé un journal d'extrême gau-

che. Ainsi le délit politique, d'opinion, en l'absence de tout acte concret devient un crime pire que ceux de droit commun : les pays européens traitent les personnes qui en sont soupçonnées de manière particulièrement grave : restrictions des droits de défense, procédures à la limite de l'illégalité, conditions de déten-

tion horribles. L'Allemagne prend la tête de cette Europe, en imposant son modèle et en coordonnant les activités des différentes polices européennes comme elle l'a fait au cours d'une réunion secrète lundi.

Avec la coordination des ministères de l'Intérieur français et allemand depuis 1976, les accords

anglo-irlandais d'extradition automatique, la collaboration des polices française et allemande dans la chasse à l'homme et des polices européennes à Rome, les modifications dans la procédure judiciaire que cette collaboration implique ont marqué la construction progressive d'une Europe des polices.

L'Europe des polices est l'un des aspects de la construction européenne qui a progressé le plus vite ces derniers mois. Mise en place et imposée sous couvert de lutte contre le terrorisme, l'Europe des polices prépare au contraire l'intervention des pays européens contre les travailleurs de chaque pays pour leur imposer leurs plans de restructuration et le cortège de chômage, et à l'intérieur de chaque pays européen pour empêcher que soit mis en cause le pouvoir de la bourgeoisie.

Lire en page 2

Lire en page 7

## LA SOLUTION QUE BARRE PROPOSE AUX SYNDICATS

# L'EXPLOITATION DES JEUNES CHOMEURS

A l'automne dernier, Beullac lançait son opération «300 000 emplois pour les jeunes», avec le concours du CNPF. Le but était alors de dégonfler artificiellement les chiffres du chômage. On en sait le résultat, que les «stagiaires Barre» ont largement fait connaître : exploitation des jeunes, et retour rapide aux ANPE. Ce sont pourtant des solutions du même type qu'entend proposer le «nouveau»

premier ministre Barre aux syndicats qu'il reçoit à son tour. Après avoir pendant des mois été le symbole de l'intransigeance patronale, Barre voudrait faire croire qu'il s'est subitement converti aux vertus de la concertation. Illusions encore une fois.

## Latifa Smihi poursuit sa grève de la faim



Latifa Smihi poursuit la grève de la faim qu'elle a entreprise pour que son mari Saïd Smihi, expulsé par les autorités françaises puisse revenir en France. Autour de cette action se mobilisent Français et immigrés pour exiger le retour immédiat de Saïd. Cette lutte devient une lutte contre les expulsions de travailleurs immigrés et les mesures racistes de Stoléro.

Lire en page 7

## Nouveaux renforts français au Liban

Le secrétaire général de l'ONU a annoncé que 500 nouveaux paras français allaient renforcer les forces de l'ONU au Liban. Depuis leur intervention, les forces françaises ont ainsi triplé, leur effectif atteindra 1 600 hommes.

## Kodak : les travailleurs obtiennent la réduction des horaires postés

Après une lutte de plus de 4 mois, les travailleurs postés de Kodak-Vincennes ont obtenu une réduction de la durée du travail.

## Evacuation du mazout de la marée noire : les mêmes erreurs criminelles

Lire en page 12

«A l'automne, Christian Boullac, alors ministre du travail lançait avec fracas l'opération «emploi de 300000 jeunes avant la fin de l'année» et déclarait à la une de France Soir : «Mon obsession : tous les jeunes doivent être casés au bout de quatre mois !». Cette opération gouvernementale s'inscrivait dans le cadre du Pacte national pour l'emploi des jeunes conclu avec le patronat: création de 300 000 emplois pour les 16 à 25 ans de juillet à décembre 77, le gouvernement s'engageant à l'exonération des cotisations patronales de Sécurité Sociale et à la rémunération intégrale par l'Etat des stagiaires stages pratiques en entreprise pour «permettre à des jeunes sans emploi de 16 à 25 ans de bénéficier d'une expérience professionnelle en entreprise d'une durée de 6, 7, ou 8 mois» et stages de formation pour «permettre de se préparer à la vie professionnelle en acquérant une qualification ou en complétant sa formation par la participation à un stage d'une durée de 6 à 8 mois dans un organisme public ou privé d'information». Il est évident que ces mesures avaient pour principal objectif de faire baisser les chiffres du chômage.

Mais ont-elles véritablement créé des emplois supplémentaires? Qu'est-ce que ces stages ont apporté aux jeunes et dans quelles conditions? La coordination et les luttes récentes des jeunes stagiaires montrent bien que toutes les manœuvres ne peuvent plus faire illusion.

### FALSIFICATION DU NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS

Est-il sérieux d'annoncer, comme l'ont fait abondamment patronat et gouvernement à travers la presse, la création de 450 000 emplois? Emplois d'un type très particulier, c'est le moins qu'on puisse dire! L'institution des stages entièrement rémunérés par l'Etat n'offre aux jeunes que des emplois temporaires où ils ne bénéficient pas des mêmes droits que les travailleurs: ils ne sont pas juridiquement des salariés et ne sont pas comptés dans les effectifs minimum exigés pour l'élection de délégués du personnel et d'un comité d'entreprise, étant considérés comme main-d'œuvre gratuite pour les entreprises. Les stagiaires sont sous-payés: 410 F par mois pour les moins de 18 ans et 90 % du SMIC pour les jeunes âgés de 18 à 25 ans dans des stages non reconductibles dont la durée est de 6 à 8 mois.

Sans énumérer les différents tours de passe-passe qui, à quelques semaines des élections, ont permis à Beullac d'annoncer un chiffre truqué du chômage, il est important de

souligner que bien souvent, les patrons se sont contentés de recruter un jeune plutôt qu'un plus âgé pour pouvoir bénéficier des avantages proposés par l'Etat. Les syndicats CGT et CFDT ont d'ailleurs démontré que la «formule des stages pratiques et les exonérations des cotisations sociales renforcent les mécanismes de concurrence entre générations sur le marché de l'emploi sans stimuler véritablement les créations d'emploi».

Le chômage des plus de 25 ans a donc en fait augmenté car les patrons, dès qu'ils ont eu connaissance de ces mesures ont licencié à tour de bras les intérimaires et les travailleurs sous contrat. En juin 77 il y a eu 57,3 % de fins de mission d'intérim et 37 % de fins de contrat à durée déterminée en plus par rapport à juin 76! Des entreprises ont licencié tous leurs intérimaires, leur proposant de les embaucher comme stagiaires sans réajuster leurs salaires, bien sûr. Aux Galeries Lafayette, par exemple, alors que le personnel réclamait depuis plus d'un an, en vain, le remplacement de 123 personnes démissionnaires ou licen-

## Stagiaires Barre

# L'EXPLOITATION DES JEUNES CHOMEURS

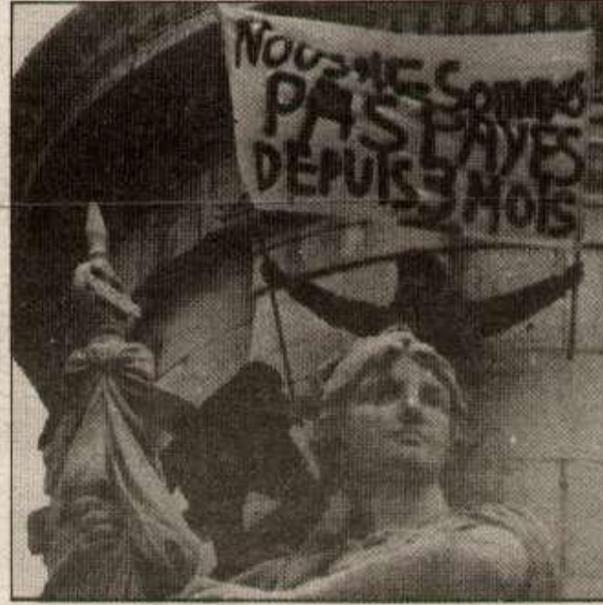
ciées, c'est 130 stagiaires qu'a recrutés la direction.

### DES STAGES POUR FAIRE QUOI ?

Au mois de septembre 77, on vit fleurir dans les journaux et les ANPE, où des panneaux libre-service furent mis en place pour les besoins de la cause, des milliers d'offres de stages. Beaucoup ont donné lieu à des pratiques scandaleuses, le contrôle pour l'habilitation des stages ayant été fait avec un maximum de souplesse par la direction du travail et de la main-d'œuvre.

Pour les jeunes, cela s'est soldé par des stages de «plongeur» dans des restaurants, des stages d'employés de maison qui étaient censés comporter 200 h de formation: «J'ai même un copain qui a quitté le stage de formation où il était au bout de 24 h, tout son travail consistant à plier des pantalons sur des cintres toute la journée», nous confiait un jeune stagiaire écœuré.

Une bonne partie des stages de formation, un peu plus de 20 % selon les organismes de formation eux-mêmes ne conduit à aucun métier précis. Nombreux sont les stages en dactylographie ou en informatique non qualifiée, alors que sur le marché de l'emploi ce sont des secteurs complètement bouchés... Ces stages, qui ne donnent pas de réelle formation et qui n'offrent pas de débouchés, sont en réalité des stages-parkings comme le définissait Legendre, ex-secrétaire d'Etat à la formation professionnelle: «Je pense qu'il faudra envisager entre la



Manifestation des stagiaires, le 16 mars 78

sortie de l'école et l'accès à la vie professionnelle une période relativement souple au cours de laquelle le jeune pourrait connaître plusieurs types d'emploi...» C'est simple, pour le gouvernement, la cause du chômage, c'est l'adaptation des jeunes au marché du travail. Il faut pourtant remarquer que 80 % des stagiaires ont un niveau au moins équivalent à celui du CAP.

Dans certains stages, la formation a été totalement inexistante, les associations qui les organisaient ayant préféré employer les substantielles subventions pour la pédagogie qu'elles recevaient à tout autre chose. D'autres stages étaient censés «préparer à la vie professionnelle en donnant un complément de formation après l'acquisition d'un CAP. «Mais alors, pourquoi des CAP, s'il faut encore des stages avant d'entrer dans la vie active?»

Dans les stages en entreprise, la qualité de la formation elle aussi a été totalement incontrôlée: combien de stages comme OS machine, balayeurs ou manutentionnaires, où le jeune stagiaire réalise en très peu de temps le même travail qu'un travailleur embauché, le salaire étant par contre nettement inférieur!

Que de difficultés pour obtenir que les 200 h de formation prévues soient assurées, simple «adaptation au poste pour les stages les moins qualifiés». Ce sont surtout les petites entreprises (à peu près 40 % des stages émanant d'établissements de moins de 10 salariés) les commerces et les entreprises de services qui ont créé de tels stages, fournissant une main-d'œuvre à bon marché. Les grosses entreprises se sont montrées plus réticentes, craignant sans doute pour une bonne part les revendications syndicales concernant

embauché définitivement ou pas. Alors, le patron ne se gêne pas pour faire des sous-entendus! Et encore, dans les stages en entreprise nous sommes les seuls à avoir une chance d'être embauchés». Mais plus révoltant encore, c'est que la plupart des stagiaires en formation, deux, trois mois après le début de leur stage ne sont toujours pas payés!

Conscients de la difficulté de lutter en étant tous éparpillés dans des centaines de stages différents, les stagiaires ont cherché à se regrouper pour faire entendre leurs revendications. Dans la région parisienne a eu lieu une coordination des stages et un comité de stagiaires s'est constitué, regroupant stagiaires syndiqués et non syndiqués: ce comité qui était à l'initiative de la manifestation du 16 mars doit sortir un journal des stagiaires en lutte cette semaine et prévoit un gala pour la fin du mois.

Mais les stagiaires de province s'organisent également et entrent en lutte: stagiaires en préformation du Chalet Léo-Lagrange à Nayemont-les-Fosses dans les Vosges, stagiaires en grève pour le paiement de leurs salaires à Boulogne-sur-Mer, manifestation à Montpellier de stagiaires venus de Sète et Lyon... toutes ces initiatives vont dans le sens de la lutte contre les conditions de travail imposées aux jeunes. Le gouvernement, qui semble-t-il aurait l'intention de reconduire tout ou partie de ce Pacte National pour l'emploi devra compter avec la révolte de ces jeunes qui pour la plupart vont se retrouver au chômage à la fin du mois de juin.

### LA LUTTE DES STAGIAIRES

En pleine période pré-électorale, le gouvernement comptait bien, par ces mesures, canaliser la révolte des jeunes atteints de plein fouet par le chômage, et qui, pour la première fois, votaient à 18 ans. Mais en plus du cadeau fait au patronat des grosses et petites entreprises, aux artisans et aux commerçants, ces mesures constituent une grave remise en cause des droits des travailleurs, les stagiaires n'ayant ni garantie de l'emploi ni droits syndicaux: «Je suis formé comme fraiseur, mon stage se termine au mois de juin, mais je ne saurai que le dernier jour si je suis

## Appel aux stagiaires

- 1 - Pas de salaire inférieur au SMIC, versement régulier et complet des salaires, 100 % du SMIC pour tout le monde.
  - 2 - Conditions humaines pour le déroulement des stages (cantines, moyens pour la formation, fournitures, locaux, etc.).
  - 3 - Une réelle formation professionnelle dispensée et contrôlée par l'Education Nationale et les C.E. donnant droit à un diplôme.
  - 4 - Embauche définitive à l'issue du stage au niveau de qualification correspondant à la formation de chacun, avec une paye suivant l'échelle de salaire de la branche.
  - 5 - Libertés syndicales reconnues aux stagiaires et vacataires.
  - 6 - Reconnaissance du statut de salarié, Sécurité sociale, indemnités de chômage en cas de licenciement, prime de transport accordée aux plus de 18 ans, ASSÉDIC à la fin des stages.
  - 7 - Egalité de droits et avantages avec les travailleurs de l'entreprise.
  - 8 - Indemnités de chômage à la sortie du stage en cas de non-emploi.
- Le comité de stagiaires propose la discussion de ces propositions par tous les stagiaires.  
Une permanence du comité a lieu
- Lundi de 17 h à 18 h 30;
  - Mardi de 15 h à 18 h 30;
  - Jeudi de 15 h à 18 h à l'UL-CGT, 42 rue de Clignancourt, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Chateau Rouge.

### stages pratiques en entreprise

dans le cadre de la loi du 5 juillet 1977 destinée à favoriser l'emploi des jeunes, la Compagnie Internationale pour l'Informatique, CII HONEYWELL BULL offre la possibilité de stages de 6 à 8 mois, rémunérés (90% SMIC), avec FORMATION PROFESSIONNELLE.

S'adresse à débutants sans emploi âgés de moins de 25 ans, libérés des obligations militaires:

- du niveau CAP Aide Comptable, Bac C, B.E.C., B.T.S. Comptable pour les services COMPTABLES et ADMINISTRATIFS.
- du niveau Brevet d'Etudes Professionnelles (Electromécanique ou Electronique) pour services de MAINTENANCE EN CLIENTE des matériels INFORMATIQUES.

Envoyer C.V. sous réf. 1 FS à CII Honeywell Bull, Direction Marketing France, Poste courrier 1 F 107 61-63, rue d'Avron 75980 Paris Cédex 20.

---

**G.P.A.**  
dans le cadre de la loi du 5-7-77 en faveur de l'emploi pour les jeunes offre

**STAGE PRATIQUE DE 6 MOIS**  
**FORMATION THEORIQUE DE 200 HEURES**  
**à JEUNES HOMMES**  
**AGES DE MOINS DE 25 ANS**  
**CAPACITAIRES ou LICENCIES en DROIT**  
désireux d'acquies une expérience dans le domaine de l'ASSURANCE

Les stagiaires recevront de la F.P.A. une rémunération mensuelle équivalente à 90 % du SMIC

Se présenter au Service du Personnel, 13, square Max-Millmans, 75015 Paris, l'après-midi entre 14 h et 18 heures.

---

**SOCIETE INDUSTRIELLE BANLIEUE NORD**  
pour stage pratique en entreprise de 6 mois

**JEUNES GENS 18 à 25 ans**

- CAP ou niveau en : Chaudronnerie, Tôlerie, Tuyauterie, Mécanique
- AFFECTATION sur région parisienne ou sur Agences Provinciales (Tours ou Mulhouse)
- REMUNERATION 90 % SMIC par ANPE
- FORMATION THEORIQUE 200 heures assurées.

Ecrire avec C.V. SACOM, 12, rue de Pressensé, 91200 Evry.

Mais alors que les textes de loi précisait que ces stages devaient s'adresser aux jeunes «quels que soient leurs diplômes ou le niveau de formation générale, ou de qualification professionnelle», les employeurs, eux, ne se gênaient pas pour afficher leurs desideratas.

# RPR : HORIZON 1981

● Au dernier congrès du RPR, Chirac stigmatisait «les manœuvres tendant à nous réduire ou à nous diviser», tentatives venant de l'Élysée. La question qui se pose au RPR est bien en effet de savoir par

La stratégie du RPR consiste en une opposition en bloc aux partis de gauche, et donc en un refus des tentatives giscardiennes visant à déboucher le MRG et tout ou partie des socialistes. Avant les élections, le calcul fait par le RPR était de profiter, si la gauche était au pouvoir, de toutes les formes de mécontentement que la politique de la gauche n'aurait pas manqué de susciter.

La droite ayant obtenu la majorité, le RPR se trouve de ce fait dans une position plus délicate, étant associé à une politique qui va multiplier le nombre des mécontents. La tactique la plus payante pour lui, consiste donc à ne pas se compromettre dans un soutien trop voyant à la politique de Giscard-Barre. Il est à peu près certain que Giscard se présentera en 1981, mais aussi qu'à ce moment, le mécontentement populaire pourra avoir des répercussions sur le plan électoral.

D'autre part, la gauche ira désunie à la bataille, sans candidat commun (et a fortiori sans programme commun). Une candidature RPR (celle de Chirac selon toute probabilité) miserait donc à la fois sur le manque de crédibilité d'une gauche désunie et sur une critique des aspects les plus impopulaires de la politique giscardienne. Comment interpréter autrement cette déclaration du congrès RPR : «Il appartient désormais aux élus (du RPR) d'apprécier les projets, les initiatives et les actes de gouvernement sous le seul angle des engagements pris par le Rassemblement envers la

quels moyens il peut espérer consolider sa place dans la majorité, quel projet politique crédible il pourra présenter notamment aux présidentielles de 1981..



Les sourires de Chirac ne peuvent dissimuler la cohabitation difficile au sein de la majorité d'ici les présidentielles.

Nation». Et cette volonté démagogiquement affirmée de faire du social ? : «Nous avons promis trois réformes (...) l'aide aux familles, l'action en faveur des travailleurs les plus modestes, l'entreprise, par un progrès nouveau et décisif de la participation». Le calcul semble bien être, en prenant des distances face à la politique giscardienne, de rassembler sur le RPR des voix de mécontents à qui la gauche ferait peur. Il est trop tôt pour se hasarder à des pronostics quant aux chances de telles manœuvres. Mais on peut toutefois s'attendre, dans la période qui vient, à des affrontements qui rendront problématique une «cohabitation raisonnable» au sein de la droite.

François NOLET

## Chirac aux colonies

Le 18 juin, Chirac qui souffre de temps en temps de mégalomanie se rendra en Corse dont les quatre députés sont du RPR. Ensuite, il se rendra en Polynésie et en Nouvelle Calédonie.

Dans les DOM TOM le RPR détient aussi la très grande majorité des sièges. Comme un journaliste faisait remarquer à Guéna que si les conditions dans lesquelles ceux-ci avaient été conquis étaient étendues à la métropole cela lui permettrait de gagner les

491 sièges, il a répondu : «Et alors si c'est bon pour la France».

## Présidentielles

Selon certaines informations l'Association pour la Démocratie Française que préside le journaliste (sic) Bassi se transformerait en «Association de soutien à la candidature de Giscard d'Estaing à la présidence de la République en 81».

Tout ce beau monde avait sans doute peur du chômage.

## Les inégalités s'aggravent

L'INSEE vient de publier une étude sur l'évolution des fortunes. Il en ressort qu'en 25 ans, l'écart entre les familles les plus riches et les plus pauvres s'est considérablement accru. Le 1 % de familles les plus riches a vu sa richesse s'accroître de 12 % par an, tandis que le revenu des ménages les plus pauvres ne progressait que de 7,5 %. Signalons enfin que la moitié des ménages français ne possèdent pas 5 % du patrimoine national. Selon l'INSEE, l'inflation aggrave considérablement les inégalités.

## Métro de Lyon

Giscard se rendra le 28 avril à Lyon pour inaugurer le métro. Lyon sera ainsi la deuxième ville de province après Marseille à être dotée de ce moyen de transport.

## Jobert : à nouveau la IV<sup>e</sup> République

Le Mouvement des démocrates de Jobert tenait ce week-end ses instances nationales. Il a constaté avec la perspicacité qu'on lui connaît que «les récentes élections n'avaient rien résolu. Moins de trois semaines après on assiste à un nouveau départ de la politique des blocs et du jeu des partis avec pour seule ouverture, une ouverture vers la IV<sup>e</sup> République.»

Le mouvement de Jobert se plaint également de la simplification abusive de la vie politique française qui rend plus que jamais nécessaire une réaction de la vie locale au niveau des collectivités et des associations.

## Porte-Parole de l'Élysée

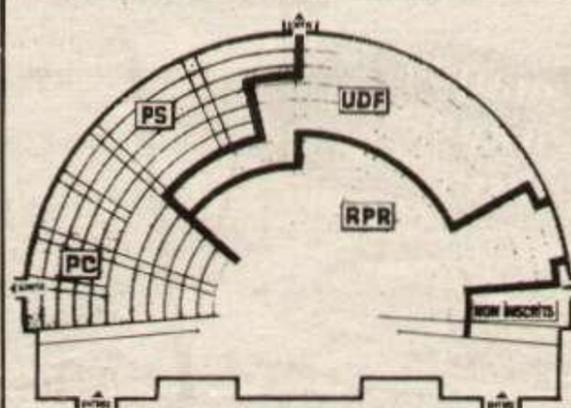
Hunt, qui était porte-parole de Giscard après avoir été ministre à Madagascar, a rejoint son poste.

C'est Poncet qui, provisoirement, le remplacera. Il est, paraît-il, probable que Hunt soit rapidement nommé à nouveau à ce poste.

## Fourcade contre l'impôt sur le capital

Dans un débat à Grenoble qui l'opposait au «socialiste» Pierre Uri, Fourcade, membre de la direction de l'UDF, s'est déclaré hostile à un impôt sur le capital. Cette position est contradictoire avec le programme de Blois.

## Positions



La répartition des députés dans l'hémicycle du Palais Bourbon a fait l'objet de laborieuses tractations. Comme il est de tradition, personne ne veut siéger à droite. Comme il faut bien loger tout le monde, c'est un découpage assez saugrenu qui a finalement abouti à la répartition ci-dessus. On remarquera que le PCF, qui obtient les rangs les plus à gauche, pourra tirer argument de la position du PS et de l'UDF pour conclure à une imbrication politique de ces deux groupes. Le PCF et le RPR pourront en tirer chacun à leur manière, les conclusions appropriées pour stigmatiser le virage à droite du PS ou le virage à gauche de l'UDF.

A noter que l'UDF se trouve placée plus haut que le RPR. Utilisera-t-elle cette situation de perchoir ?

La réalité politique aura tout de même prévalu sur un point : un certain nombre de députés RPR se retrouveront à l'extrême-droite.

François MARCHADIER

# LES COURANTS DU PS PRÉCISENT LEUR TACTIQUE

● Tous les états majors politiques tirent le bilan des dernières élections. Parmi eux, celui du PS n'est pas le plus avare en déclarations. Celles-ci ont un point commun — même si c'est à différents degrés — c'est de continuer à développer la ligne d'Union de la gauche. Toutes également — à l'exception naturellement du CERES — font retomber la responsabilité principale de l'échec sur le PCF sans exclure que des erreurs — secondaires — aient

Pour Poperen dans *Synthèse Flash* : «La victoire électorale de la gauche dépend de la force respective des deux principales formations de gauche, PC et PS. Il poursuit : «Les hésitants viendront à gauche si le PS apporte la garantie de sa prépondérance (pas seulement électorale) dans la gauche. Et si, par notre faute, il apparaissait que dans les mois qui viennent, l'écart de deux points se réduisait au profit du PC, il n'y aurait plus aucune chance que la gauche, à avenir prévisible devint majoritaire». Rocard, lui, dans *Paris Match* est plus nuancé et affirme que le PS s'est trop compromis «à gauche» : «Pendant les six derniers mois

j'ai eu l'occasion de faire connaître mon inquiétude sur la ligne suivie par le PS, particulièrement en matière économique. Il n'en reste pas moins que les prises de position du parti communiste ont été décisives».

Lui qui a la réputation d'être de tous, le plus hostile à l'affaire avec Marchais affirme cependant : «Ce que les Français ont sanctionné, c'est le manque de perspectives et d'imagination». Beregovoy dans le *Quotidien de Paris*, vendredi dernier affirme qu'en plus «du socialisme à la française» dont le PS doit peaufiner la définition, «la dimension européenne aussi a pris de l'ampleur, d'où l'importance d'initiati-

ves nouvelles de notre part sur ce plan». Initiatives qui ne peuvent que rencontrer l'hostilité du PCF, faut-il le préciser ?

Il se montre assez dur avec la fraction de Chevènement puisqu'il affirme : «Je crois que la question centrale sera celle de l'autonomie du projet socialiste, et que le principal clivage passera entre ceux qui défendent ce projet dans le cadre de l'Union de la gauche, et ceux qui, consciemment ou non se situent dans la dépendance théorique et stratégique du parti communiste». Bien que semolant défendre des positions assez centristes tel n'est évidemment pas l'avis de Guidoni, membre influent du CERES il y a

peu encore. Dans *Paris Hebdo*, il cherche apparemment cette voie moyenne en écrivant : «La notion de majorité et par conséquent de minorité (terme qui désigne le CERES) perdent leur sens, dans la mesure où elles en avaient un. Elles n'ont pas d'autres fonctions que de stériliser la discussion, de bloquer tout débat (...) la minorité se durcit à proportion de son exclusion tandis que les prudents se taisent, il est inutile de convoquer les assises du PS dans un mois, dans un an, si c'est pour y reconstituer le même dialogue factice, le même chant à deux voix (...)».

## Besançon

## Beaucoup de questions dans le PCF

Le Comité UOPDP de Besançon a engagé un travail d'explication et de mobilisation contre la marée noire et ses responsables.

Parmi les gens qui sont intéressés par notre initiative il y avait plusieurs membres du PCF : une femme qui se présente comme secrétaire fédérale du PCF dans la région parisienne. Elle reproche une chose cependant : en critiquant l'URSS à propos du déchargement d'un cargo soviétique on ferait le jeu du gouvernement. C'est l'occasion de discuter de l'URSS : est-elle encore socialiste ? Jusqu'où vont les réserves du PCF vis-à-vis de l'URSS ? Puis la discussion s'engage sur les «diverses tendances» au sein du PCF, elle même militante dans un groupe femmes et dans une association de consommateurs et ces préoccupations-là sont trop ignorées par son parti. Si la tendance majoritaire veut installer le capitalisme d'Etat, cela lui paraît un mal nécessaire puisque selon elle les ouvriers ne sont pas encore prêts pour le socialisme. Elle convient des inconvénients mais espère qu'avec l'autogestion, ça pourrait s'arranger peut-être. Ce n'est pas encore au point cependant !

Devant le centre commercial de Planoise, un jeune de l'UEC s'intéresse également aux panneaux.

C'est au cours d'interventions dans les quartiers de la ville que les camarades ont pu débattre avec les militants du PCF.

Pourquoi a-t-on mis sur le même plan les propositions du PCF de nationaliser les compagnies de pétrole et la politique du PS ? Très vite la discussion s'engage sur le bilan de l'Union de la gauche : Pourquoi tant d'activisme des militants du PCF avant les élections et plus personne maintenant pour s'expliquer devant les travailleurs sur l'échec ? «C'est vrai que dans le PCF il y a pas tellement de moral, on est en train de discuter, c'est la division qui est la cause de l'échec». On parle des deux projets différents et des propositions de l'UOPDP. Il est d'accord avec notre intervention et signe la pétition. Quant à la visite de Marchais à l'Elysée, ça l'a pas mal révolté, «c'est décidé d'en haut et on ne demande pas l'avis de la base».

Il se confirme donc que l'heure est au désarroi, tout du moins aux remises en cause au sein de ce parti. Une raison de plus pour développer nos explications politiques avec tous les travailleurs qui avaient mis leur espoir dans les projets de la gauche.

Corr. Besançon

## Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom .....

Profession .....

Adresse .....

Envoyez au Quotidien du Peuple 8P 225,  
75 924 Paris Cedex 19

## Le local des Editions du Centenaire à Rennes entièrement détruit par un acte criminel

Dans la nuit de dimanche à lundi, à 2H10, une explosion criminelle a entièrement détruit un local des Editions du Centenaire à Rennes. La déflagration a fait voler en éclats les vitres des immeubles à 50 mètres à la ronde, réveillant tous les habitants du quartier. Le local est entièrement détruit, les murs éventrés, les livres entreposés sont eux aussi détruits.

Dans un communiqué, les Editions du Centenaire dénoncent vigoureusement ce plasticage «destiné à porter atteinte aux bonnes relations entre le peuple chinois et le peuple français». Les Editions du Centenaire sont en effet spécialisées dans la diffusion de livres chinois.

Les dépêches d'agences datées de lundi matin ayant fait état du «plasticage du siège du PCMLF à Rennes», le Bureau politique du PCMLF fait savoir qu'«en aucun cas il ne s'agit d'un siège du PCMLF», il dénonce cet attentat criminel et appelle «à se mobiliser contre cette agression, pour que les auteurs ne soient pas impunis». Bien que l'attentat n'ait pas été revendiqué à ce jour, on peut sans difficulté voir qui en sont les inspirateurs : quelques jours auparavant, des militants marxistes-léninistes du campus de Rennes avaient reçu des menaces directes de la part d'organisations fascistes.

## Contestation au PCF

## UNE JOURNEE ORDINAIRE DANS «LA PRESSE BOURGEOISE»

Alors que le mouvement de critique ne fait que se développer au sein du PCF, l'Humanité essaie tant bien que mal de canaliser la contestation, et aussi de déblayer les nouveaux terrains sur lesquels la direction entend se lancer. C'est ainsi que Guy Besse, dans l'Humanité de mardi, tout en continuant d'accuser en priorité le PS, s'interroge sur les capacités à débattre du PCF. Michel Doumenc, lui, insiste sur la nécessité de prendre en

compte toutes les luttes, dans tous les domaines. Il constate que les «écologistes, féministes, régionalistes ou gauchistes» s'appuient sur des aspirations nouvelles, que le PCF voudrait bien récupérer à son profit.

Toujours dans l'Humanité de mardi, Fizbin, secrétaire de la Fédération de Paris, tente de minimiser l'ampleur du débat dans son secteur.

Ce lundi, comme tous les lundis depuis les élections, a apporté son lot de prises de position publiques de militants du PCF, mettant en cause les responsabilités de leur parti dans le récent échec de la gauche. Naturellement, ce n'est pas dans Le Monde ou dans Politique Hebdo, qu'il faut rechercher l'écho des interrogations des militants ouvriers de ce parti, certainement importantes aujourd'hui. Mais, sur la fronde des hommes de plume, il est quand même utile de faire le point ; Molina et Vargas, dans Le Matin, François Ascher (membre du comité du 12<sup>e</sup> arrondissement de Paris), dans Le Monde, Jean Rony dans Politique Hebdo, en fournissent aujourd'hui la matière.

## LA CONTROVERSE AU SEIN DU P.C.

## Libres opinions

## Le prix du silence

par FRANÇOIS ASCHER (\*)

Il est normal, et pas nouveau, que les hommes de droite tentent de contrôler les discussions et débats au sein du P.C.F. pour

## Dissidents

Il est de consigne pour exiger l'autocritique des responsables, ou per déléguer sa carte pour ne pas les risquer, une fois de plus, de causer des dommages à la gauche.

## LA «TRIBUNE DE DISCUSSION»

Mais, dans toutes les prises de position, revient comme un leitmotiv la question du fonctionnement interne. Ascher s'en prend à «ceux qui freinent

l'ouverture de discussions dans la presse du parti».

## UNE JUSTIFICATION EMBARRASSÉE

C'est précisément sur cette question, soulevée par ailleurs voici plusieurs

jours et figé dans sa mise en œuvre. Le perfectionnement de la vie démocratique du parti — elle a déjà beaucoup progressé — est nécessaire et souhaitable. Raison de plus pour se donner le temps d'un débat de congrès».

Bref 1<sup>o</sup>) Pourquoi pas ? 2<sup>o</sup>) Attendons plutôt ; 3<sup>o</sup>) Mais quand même ; 4<sup>o</sup>) Finalement, attendons. On ne fait pas plus contourné, pour annoncer une décision déjà prise publiquement par la direction. Il est vrai qu'on murmure que la quasi-totalité des rédacteurs de France-Nouvelle s'étaient, de leur côté, prononcés en faveur de cette tribune publique.

Reste, au-delà de la question de la «démocratie», qui se cristallise aujourd'hui sur la presse du PCF et l'écho qu'elle refuse de donner aux contradictions internes, à voir le contenu que les divers protagonistes du débat entendent lui donner : la question de la ligne elle-même, soulevée quelque peu par Rony d'un côté, Molina et Vargas de l'autre.

Au-delà de la réclamation commune par les «contestataires» du droit à la parole, des oppositions pourraient bien se manifester dans leur camp sur les options fondamentales.

Jean LERMET

Oui, le XXII<sup>e</sup> Congrès

par Gérard Molina et Yves Vargas \*

Si leur ouvrage, Dialogue à l'intérieur du PCF, apporte une nouvelle sur les courants contestataires qui traversent le P.C.F., il est un livre qui ne peut être lu que par ceux qui veulent en savoir plus sur le parti, le socialisme et le mouvement ouvrier.

Tout d'abord, les précautions, du côté des contestataires, se multiplient, depuis la campagne lancée par Marchais, qui les a accusés à peu près ouvertement de faire le jeu du PS. «La quasi-totalité des militants considèrent que ce sont les dirigeants du PS qui portent la responsabilité de la rupture du 22 septembre», affirme Ascher. Et Molina et Vargas : «La rupture de l'Union de la gauche est bel et bien l'effet des profondes ambiguïtés du Parti socialiste et des radicaux de gauche.» «L'analyse faite par le PC du congrès socialiste de Nantes n'est pas en cause».

Mais, immédiatement, celui-ci enchaîne : «Le PC n'a pas su répondre correctement au problème soulevé par l'évolution du PS». Ce qui est en cause : «l'impasse sur les couches moyennes et intellectuelles, et même sur l'aristocratie ouvrière». En somme, une demande pour un supplément de 22<sup>e</sup> congrès. Même orientation chez Molina et Vargas, qui regrettent le mot d'ordre : «Faire payer les riches, car un tel mot d'ordre ne peut pas unifier les travailleurs et les couches moyennes, inquiètes d'avoir à payer». Ascher, quant à lui, évite de se prononcer sur le fond.

le débat», en qui on n'a pas de peine à reconnaître Marchais lui-même, et la direction du PCF. Il réclame que «la presse communiste se fasse l'écho réel des discussions et réflexions au sein du parti». Même revendication chez Molina et Vargas, pour qui «l'Huma n'alimente pas la libre discussion des camarades, l'Huma n'est plus aujourd'hui le reflet du parti». Et de demander «des reportages dans les cellules ouvrières, des comptes rendus de section» (comme celui que Paris-Hebdo publiait l'autre semaine, et qui faisait état des remous suscités par les «explications» de Fiterman ?). Rony, à son tour, «trouve très positif que des cellules, des comités de section, envoient des résolutions, fassent connaître leurs positions, demandent

jours par Althusser et quelques autres, que Malberg, directeur de France-Nouvelle, tente de répondre dans l'hebdomadaire du Comité Central. Il faut le citer largement, pour voir avec quel embarras «certains camarades demandent : «pourquoi ne pas ouvrir un débat général dans la presse du parti ?» Cette question n'est pas en soi aberrante. Mais il s'agirait d'une pratique nouvelle, sur laquelle les communistes, à tous les niveaux, réfléchissent actuellement. Or, nous avons une tradition, des règles de vie qui viennent de loin et qui prévoient des «tribunes de discussions» ouvertes à tous les communistes et toutes les organisations, sans aucun préalable, dans la préparation des congrès (...). Un principe même excellent n'est pas intangi-

## LE DEBAT COMMUNISTE

## les désarrois d'un intellectuel communiste

entretien avec Jean Rony

Militant communiste depuis 1949, universitaire, collaborateur de France Nouvelle et de La Nouvelle Critique, Jean Rony a fait paraître, dans Le

PS - PC :

## DIFFERENCE D'APPRECIATION SUR DES NEGOCIATIONS ENTRE BARRE ET LES SYNDICATS

«Après l'Elysée, Matignon. Les syndicats attendent Raymond Barre au pied du mur de l'ouverture sociale», titre le *Matin*, organe officieux du PS. «La porte étroite des négociations. Les travailleurs devront forcer pour obtenir l'ouverture». Premières journées et semaines d'action», répond en écho *l'Humanité*... Pour le premier, des négociations devaient s'ouvrir d'ici quelques jours. Pour le second, rien n'est moins sûr...

«Après leurs entretiens avec Valéry Giscard d'Estaing, les centrales syndicales vont maintenant être reçues par Raymond Barre. Le premier ministre pourrait les rencontrer avant le 19 avril, date à laquelle il doit faire sa déclaration de politique générale devant l'assemblée nationale», poursuit le *Matin*. Pour lui, il semble donc évident que des négociations rapides vont avoir lieu, même si elles

doivent être difficiles. Barre ne s'est-il pas débarrassé d'un ministre qui s'était fait une triste réputation, Beullac, pour le remplacer par «Robert Boulin, un habile négociateur qui connaît bien les dossiers, et qui ne fera sûrement pas regretter Christian Beullac aux syndicats»... Et il reprend pour ainsi dire à son compte, sans dire l'origine, certaines hypothèses gouvernementales sur des «négociations décentralisées au niveau des entreprises et des branches professionnelles.

Par exemple, le salaire minimum pourrait faire l'objet de discussions secteur par secteur, de même que la réduction de la durée du travail». Conseils d'amis encore, quand il précise que si le gouvernement ne met pas fin au blocage des négociations dans la fonction publique, «il se prépare de graves ennuis s'il ne rend pas aux syndicats les moyens de faire enfin leur métier...». En quelque



sorte, tout comme Edmond Maire, qui «attend de juger sur pièces», donne les délais, proposé de décentraliser les négociations, pour obtenir des choses concrètes, même si elles sont pour ainsi dire insignifiantes. Car il ne faut pas se faire d'illusion rien d'important ne sera fait dans les mois qui viennent.

C'est bien d'ailleurs ce qui commence à être dit par la direction CGT, qui se base sur des exemples précis : à Air-France, les propositions faites par la direction pour les salaires de cette année sont «de la même cuvée» que celles de l'an dernier. On s'est déjà un peu éloigné des déclarations de Ségué qui réclamait, dès le soir du deuxième tour, que des négociations tenant compte du rapport de force issu des urnes s'engagent tous azimuts. Aujourd'hui, la direction CGT est passée à un autre registre, celui de l'action. Du moins en paroles, car il ne semble pas qu'elle ait plus mis le

paquet que les instances concernées de la CFDT pour que, les journées d'action, comme celle de ce mardi des hospitaliers, connaissent un franc succès.

Il est vrai que face à la direction CFDT qui profite de l'échec de la gauche pour essayer d'enfoncer la CGT et de lui faire payer le plus cher possible son soutien inconditionnel à une stratégie qui n'a pas réussi (et en même temps pour faire passer une ligne de collaboration de classe), la direction CGT pense avoir tout à gagner à appeler à la lutte. Elle peut espérer ainsi que le débat sur ces questions encore brûlantes n'aille pas trop loin, qu'on tourne la page... Sans pour autant donner les moyens aux luttes de se développer : d'ailleurs quel objectif politique important pourrait aujourd'hui les canaliser ? Aucun, c'est le vide du côté du PCF.

Monique CHÉLAN



Elections professionnelles aux Houillères de Lorraine

## ENCORE UN REcul IMPORTANT POUR LA CGT

La liste des reculs de la CGT, aux élections professionnelles, s'allonge encore. Cette fois, c'est aux Houillères de Lorraine, où en 6 ans, c'est-à-dire en deux élections, elle a perdu 11 % des voix, dans le collège ouvrier : en 72, elle avait 44,5 % des voix en 75, 40,2 %. Cette année, elle tombe à 33,6 %. Ce recul s'est fait principalement au bénéfice de la

CFDT, qui dans la même période, est passée de 17,2 % à 27,3 %. Au Comité Central d'entreprise, la CGT perd la majorité ; la CFDT a cette fois 4 sièges (+ 1), et la CGT 3 (- 2).

Ce recul vient après celui de Renault Billancourt (- 5 %), Renault Douai (- 14 %), chez Peugeot (- 5,6 %), à la SNCF (- 3,9 %), à la RATP

(- 3,6 %), à la SNIAS Saint Nazaire (- 2,2 %), au groupe Drouot (- 4,1 %) et au Printemps (- 5,3 %).

La CGT est de toute évidence en train de payer l'engagement de sa direction aux côtés du PCF pendant toute la campagne électorale, et ce d'autant plus durement qu'aucune remise en cause de cette tactique qui a mené à la faillite n'a été fournie.

La CFDT, dont la direction a pris soin d'apporter des critiques au Programme Commun, de se démarquer le plus ostensiblement possible des partis de gauche, en recueille les fruits actuellement. C'est bien pour cette raison qu'Edmond Maire continue son pilonnage sur la direction de la CGT, et lui reproche d'avoir mis toutes ses forces au service du PCF.

## Y aura-t-il un premier mai syndical cette année ?

Y aura-t-il un premier mai syndical cette année, on peut se le demander. Personne n'en parle, que ce soit à la CGT ou à la CFDT. Et pourtant, c'est dans un peu moins de trois semaines.

A la direction CGT, c'est le mutisme le plus complet. A la direction CFDT, on renvoie l'affaire aux Unions régionales, qui ont la permission de faire des défilés unitaires. Pour l'instant, c'est tout. Au niveau interconfédéral, rien de public n'est prévu. Il est vrai que les relations sont plutôt difficiles, qu'il ne se passe pas un jour sans que des échanges peu aimables aient lieu entre les deux directions, et on voit mal Ségué et Maire défilier au coude à coude dans une quinzaine de jours.

Il est encore plus vrai que cette année, le choix

des mots d'ordre risque de leur poser de sérieux problèmes, et ils ne peuvent envisager de remplacer sur le pouce le traditionnel «Union, action, Programme commun !». Assurément, les bases politiques pour une telle manifestation n'existent pas au niveau des directions syndicales, et pas davantage entre les anciens partenaires du Programme commun.

Centrer les mots d'ordre sur la négociation ? Il n'est pas certain que les travailleurs s'en satisfont ! Sur les luttes ? C'est trop dangereux, pour tout ce beau monde...

L'année 78, qu'on nous avait promise comme celle du changement se passera-t-elle sans le premier mai que la situation imposerait ? Les travailleurs ne peuvent l'accepter !

## Vers la lutte à Elf-France ?

A l'issue d'une suspension de séance intervenue au cours d'une réunion sur l'emploi avec la direction générale d'Elf-France, les organisations syndicales ont fait connaître leur mécontentement. Pour elles, c'est un simulacre de négociations sur l'emploi qu'essaie de mettre en œuvre la direction. Il semblerait qu'en fait d'emploi, il s'agit pour la direction d'aménager en douceur un plan de chômage pour les agents d'Elf-France. Les syndicats proposent au contraire l'abaissement de l'âge de la retraite, la réduction de la durée du travail et la suppression des heures supplémentaires. Sans quoi, le mécontentement qui existe dans toute l'entreprise pourrait bien se transformer en lutte effective.

## Dunkerque : extension de la grève à d'autres ports ?

Depuis 6 semaines, la grève paralyse les chantiers de réparation navale de Dunkerque. Les ateliers sont toujours bloqués par des piquets, et les patrons qui ont demandé à leur personnel de réintégrer leur poste de travail en sont pour leurs frais. La nouvelle forme de cale sèche, prévue pour des navires allant jusqu'à 170 000 tonnes, est pour l'instant gelée. Mais les patrons refusent toujours de revenir sur les licenciements projetés à Flandres Industries, et d'indemniser correctement les jours chômés. Pour augmenter la pression sur ces patrons, la CGT a demandé qu'en signe de solidarité, aucun travail de réparation ne soit effectué dans un autre port sur les bateaux dont les réparations sont actuellement bloquées. Elle appelle par ailleurs à ce que cette semaine soit une semaine d'action, avec éventuellement des débrayages.

téléphonez  
au  
quotidien  
636 73 76



## LUTTES OUVRIERES

A General Motors (Strasbourg),  
l'inspecteur du travail refuse 4 des 5 licenciements de délégués

## LA MOBILISATION CONTINUE

● Où en est-on à la General Motors à Strasbourg ? Les travailleurs et militants CFDT licenciés pour « incitation à la grève » et participation à l'occupation, se sont activement mobilisés ces dernières semaines, malgré les difficultés dues pour l'essentiel aux réactions pour le moins mitigées des dirigeants métaux CFDT, sans parler de ceux de la CGT, qu'on ne voit plus.

Après une manifestation à Strasbourg puis à Paris, au siège de la General Motors, les licenciés ont organisé, en fin de semaine dernière, à Strasbourg, un gala réunissant plusieurs centaines de personnes.

Cette mobilisation qui n'en est encore qu'à sa première étape a permis une première victoire.

L'inspecteur du travail vient en effet de refuser quatre des 5 licenciements de délégués.

Toute la question est d'obtenir la réintégration effective de ces travailleurs et de tous les autres, bien sûr. Or cela ne se fera pas sans mobilisation prolongée. Rien n'oblige la direction de la General Motors à réintégrer les travailleurs et elle ne va pas se priver d'intenter un recours auprès de Boulin successeur du bien connu Beullac.

Les licenciés ont aujourd'hui en face d'eux les directions syndicales, qui, c'est le moins qu'on puisse dire, ne semblent pas très enthousiastes pour développer une large mobilisa-

tion pour leur réintégration.

On sait (voir QDP daté de ce mardi) qu'une réunion du syndicat de la métallurgie du Bas-Rhin devait avoir lieu lundi avec à son ordre du jour l'action à organiser pour les « licenciés ». Certes cette réunion n'était que restreinte mais les « décisions » qui y ont été prises donnent déjà une idée de ce qui risque de ressortir de l'assemblée générale des syndicats métaux, mardi soir. En effet, après la réunion de lundi, les licenciés ont appris que rien n'avait été proposé sinon la signature d'une pétition... moyen de pression efficace comme chacun sait.

Cet attentisme de la part de certains dirigeants du syndicat métaux, ne date pas d'aujourd'hui : on se souvient que durant la

grève de la General Motors, la seule mobilisation qu'il avait organisée, était intervenue après l'intervention des flics : c'était un rassemblement devant l'usine tellement bien préparé qu'il avait rassemblé... 50 travailleurs.

Mais le plus cynique en l'affaire, sont les arguments qu'amènent les dirigeants CFDT pour refuser la mobilisation. En réponse aux travailleurs leur demandant de leur donner les fichiers des usines métallurgiques de la région, en vue de les contacter, ils répondent que la section syndicale CFDT a toujours pris les choses en main elle-même et qu'elle n'a qu'à continuer !

Ce que ces dirigeants reprochent en fait à la section, c'est d'avoir, dans le cadre de la préparation du gala de samedi la semaine dernière, appelé à la coordination des luttes, à établir des contacts directs d'usine à usine, des propositions qui s'appuyaient sur la volonté des travailleurs, constatée, durant leur participation au comité de grève.

Les travailleurs faisaient remarquer à juste titre, que cette coordination n'étant pas prise en main, ils étaient obligés de la prendre eux-mêmes en main

En fait, les dirigeants CFDT arrivent mal à cacher leur inertie.

Inertie d'ailleurs que l'on retrouve de la part de l'UL CGT d'une manière encore plus accentuée. On sait que certains de ses membres avaient empêché à plusieurs reprises les travailleurs licenciés de la General Motors de contacter les ouvrières de l'usine de confiserie Robin, toujours en lutte à ce jour. Ces contacts avaient pour but entre autres de les faire participer au gala. Aujourd'hui, l'UL CGT, adopte une tactique plus souple mais continue à lancer des accusations du genre : « Quand la CFDT fait une grève, chaque fois, c'est les flics, comme à Clark, Roth Frères ».

Pour limiter les contacts avec les ouvrières de Robin, elle répand devant elles, l'idée selon laquelle, « il ne faut pas faire trop de vagues sinon on ne trouvera pas de patron pour nous reprendre » !

Les travailleurs et militants licenciés refusent cet attentisme. Ils devaient le faire savoir lors de la réunion des métaux CFDT mardi soir. Pour l'instant, ils continuent leur travail de popularisation.

Corres. Strasbourg

## De milliers de licenciements post-électorales

Des licenciements et fermetures post-électorales continuent. Rien qu'en Alsace, quatre entreprises réduisent leur effectif ; c'est le cas d'une entreprise de Cochery avec 15 licenciements, d'une autre à Wintzheim avec 128 licenciements, de Rémington (fabrique de rasoirs électriques) à Hugtemheim qui prévoit 400 licenciements à court terme. C'est enfin le cas de l'entreprise de chaussures « Vedette » à Saverne, qui vient d'annoncer 63 licenciements, mutations et déclassés. L'Alsace région où le taux de chômage a le plus progressé ces derniers temps, totalise selon la CFDT, 38 000 chômeurs !

Le groupe Carel et Fouché (voitures de chemins de fer) vient de demander de son côté à l'inspecteur du travail, l'autorisation de licencier 102 ouvriers dans son usine du Mans et 97 dans son usine de Gaillon, dans le département de l'Eure. Les travailleurs des deux usines sont pour l'instant 700.

A Nevers, 19 licenciements sont annoncés aux établissements Amaraggy et 65 à l'entreprise Gerny ; ces deux entreprises sont spécialisées dans le vêtement.

A Lorient, après l'imprimerie lorientaise Jujant, c'est la direction des menuiseries industrielles Plasard qui vient d'annoncer 25 licenciements.

60 licenciements également à l'entreprise de transports Mahé dans la Sarthe, 134 chez Allia Doulton (céramique) dans le Gard.

Un peu partout en France, d'autres licenciements sont annoncés : après les 1 500 dans les mines de fer lorraines, la direction de l'entreprise Allard, la plus grosse entreprise de travaux publics du Languedoc, à Montpellier, vient de déposer son bilan. Les 450 travailleurs, risquent de se retrouver à la rue à court terme.

## En bref... En bref... :

● La direction de l'entreprise Gillet Thaon (fabrique de textile) à Lille, veut licencier un militant syndical CGT jugé trop combatif. L'inspecteur du travail a refusé ce licenciement.

● Toujours dans la région du Nord, à Loos, la direction de l'usine textile DMC, entend également licencier deux militants CGT pour avoir, lors d'une récente entrevue, parlé des revendications exigées par les travailleurs de l'ensemble du groupe !

● Les travailleurs de CARO BRM (Micro-films, micro-fiches) rappellent qu'ils organisent ce mercredi devant l'entreprise :  
123, rue de Reuilly  
Paris 12<sup>e</sup>  
m<sup>o</sup> Daumesnil à 17 h une manifestation pour s'opposer au licenciement de 11 d'entre eux, suite à la grève qu'ils ont menée du-

rant plusieurs semaines notamment sur les salaires.

● Le tribunal de Belley, dans le département de l'Ain, vient de condamner le PDG de la société Roset à Montagnieu, à verser 1000F de dommages et intérêts au syndicat CGT pour avoir embauché des jaunes durant une grève. Un jugement assez rare et qui mérite d'être signalé.

● L'entreprise Mégifrance, dans le département de la Haute-Vienne vient de déposer son bilan. Les 43 travailleurs risquent d'être licenciés. L'entreprise avait déjà déposé son bilan en septembre 75. 130 licenciements étaient intervenus à l'époque.

● Les pisteurs de Val d'Isère, soutenus par le syndicat CFDT, sont actuellement en grève. Ils exigent la sécurité de l'emploi et refusent la réduction prévue, des effectifs.

## A Annecy et Grenoble

## LUTTE POUR LA SÉCURITÉ DANS UNE ÉCOLE ET UN LYCÉE

Quelques jours après le scandaleux verdict du procès Pailleron on reparle des constructions modulaires du même type que le CES Pailleron. A Grenoble le groupe scolaire du village Olympique est dans un état de délabrement avancé, au moins en ce qui concerne les plaques préfabriquées qui constituent les plafonds. Elles se détachent les unes après les autres et un élève a été blessé à la tête le 16 mars. Les parents d'élèves ont réagi en gardant leurs enfants chez eux le 30 mars et en déposant une plainte contre X. L'école maternelle du même groupe

scolaire avait été quant à elle complètement détruite dans un incendie en août dernier...

A Annecy, c'est le lycée Gabriel Fauré qui est mis en accusation par ses élèves qui le jugent « totalement insalubre ». C'est ainsi qu'il pleut dans le dortoir des jeunes filles et que le nombre des équipements sanitaires est dérisoire. Plusieurs manifestations d'élèves ont été organisées. La mairie d'Annecy s'affirme prête à commencer les travaux mais on attend toujours les crédits du conseil régional et du ministère de l'éducation !

## TUÉE PAR UNE EXPLOSION D'ETHYLENE

Chantal Hamon, 33 ans, est morte mardi à Nucourt (Val d'Oise). A son poste aux établissements Bognie-Buret-Boyer, elle chargeait un réacteur chimique avec une bouteille de 13 KG d'oxyde d'éthylène. La bouteille a explosé au cours de l'opération. Une enquête est ouverte.

## PETITION DES SOLDATS

1 500 soldats ont signé une pétition dans laquelle sont demandés la gratuité des transports, l'alignement des horaires de permission sur les horaires SNCF, 48 heures de permission par semaine.

## KODAK : LES POSTES OBTIENNENT UNE REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

Le temps de travail des 4x8 de Kodak Vincennes sera ramené à 38 heures maximum avant le 1<sup>er</sup> janvier, tel est le compromis obtenu par les travailleurs postés de Vincennes après plus de 4 mois de conflit, dans lequel ils réclamaient la cinquième équipe. Ils ont également obtenu que la prime annuelle soit calculée sur le salaire réel et non plus sur le salaire de base, soit une augmentation de celle-ci de près de 30%.

Achetez le Quotidien du Peuple tous les jours dans le même kiosque

Samedi 15 avril de 14 h à 19 h SAINT-DENIS 15 RUE CATULLIENNE Métro Saint-Denis Basilique

● TÉMOIGNAGES : Immigrés en lutte  
Radio 93, Chausson, Marée noire

● PALESTINE EN LUTTE...  
avec un membre de la GUPS

● Les propositions du PCRml par YVES CHEVET Membre du Comité Central du PCRml

● FILM : « Pour demain »  
Stands, crèche, buvette.

**MEETING DÉBAT**  
DE LA BANLIEUE NORD

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

Procès Bellavita :  
seconde demande de mise en liberté provisoire

## UN DÉLIT POLITIQUE MONTÉ DE TOUTES PIÈCES

● Pour la seconde fois, Antonio Bellavita doit comparaître devant la chambre d'accusation de Paris, car les avocats ont à nouveau déposé une demande de mise en liberté provisoire fondée sur le fait que le journaliste italien en exil en France a un domicile fixe et un travail permanent depuis 4 ans.

ce qui garantit qu'il restera à la disposition de la justice. Le second fait est que son arrestation est illégale.

Dans une lettre publiée par *Libération*, son avocat italien démonte l'accusation dans son principe et concernant les faits reprochés à Bellavita.

### Une lettre de son avocat démonte l'accusation

En réalité la seule accusation qui a été retenue contre Antonio Bellavita depuis le début de l'instruction jusqu'à aujourd'hui, c'est d'avoir dirigé la revue *Controinformazione*. Ce fait a été qualifié dans un premier temps (1<sup>er</sup> mandat) de « participation à association subversive » puis dans un deuxième temps (2<sup>e</sup> mandat) d'« organisation de bande armée », puis enfin (3<sup>e</sup> mandat) d'« exaltation de la pratique de la lutte armée », ce qui signifie « apologie de ces délits ». Pour inculper Antonio Bellavita, le juge d'instruction italien s'est basé sur un argument qui est non seulement fragile mais aussi contradictoire en lui-même : la revue *Controinformazione* a publié de nombreux documents provenant des Brigades rouges, Antonio Bellavita les aurait publiés, selon le juge, sans esprit critique, il s'est donc fait le complice objectif des « bandes armées » en tant que leur porte-parole dans la presse italienne. Il est en effet de notoriété publique que toutes les organisations clandestines dispo-

sent de journaux régulièrement inscrits au tribunal et d'un directeur de publication : c'est en tout cas ce dont semble convaincu le juge Caselli.

Le juge Caselli s'appuie dans sa démonstration sur un fait qu'il estime « fondamental ». En août 1974, la police perquisitionne une cache des B.R. dans la banlieue milanaise, où elle découvre les archives personnelles d'Antonio Bellavita destinées à un livre sur l'histoire de la lutte armée en Italie (NDLR : ces archives se trouvaient là, selon Bellavita pour vérification par les BR d'informations les concernant et à paraître dans cet ouvrage en préparation). Parmi les dossiers de Bellavita, la police trouve une lettre dactylographiée des BR envoyée, semble-t-il, à l'ensemble de la rédaction (c'est du moins ce qui résulte du texte lui-même) dans laquelle l'organisation clandestine fait la critique du numéro zéro et offre sa collaboration à certaines conditions (NDLR : la lettre date de nov. 73 et la revue est parue en octobre). Cette collaboration

ressemble à une OPA sur la revue, les clandestins demandant à l'ensemble de la revue d'adhérer à l'orientation politique et militaire des BR — toute défection signifiant en effet soit la démission soit le retrait des BR — et à la condition que les rédacteurs de *Controinformazione* ne discutent pas les actions des BR.

Il ressort du texte que les BR en échange mettent leurs informations à la disposition de la revue et se proposent à éponger le déficit de la revue. La rédaction de la revue a refusé ce diktat. Le déficit financier en témoigne (NDLR : lorsque Antonio Bellavita quitte l'Italie, il laisse derrière 7 millions anciens de dettes, et une comptabilité déficitaire que les juges ont épluchée à plusieurs reprises), comme l'orientation de la revue qui continue à publier des documents et des analyses sur d'autres groupes armés que les BR, à côté de documents, certains publiés en extraits, des BR. Enfin et surtout, la revue continue à publier les contre-enquêtes qui ont

fait dans la presse italienne sa renommée, et son originalité. Il faudrait ajouter à cette réfutation les éditoriaux et les commentaires de la rédaction de la revue critiquant les BR, ou certaines formes que prenait la lutte armée (Numéro 7-8, le cahier sur les NAP et le numéro 9-10).

Ces faits n'ont pas convaincu le juge. Néanmoins on remarquera que la revue officiellement diffusée, ne fut jamais saisie. Les raisons des poursuites déclenchées aujourd'hui contre Antonio Bellavita sont sans doute différentes (...)

Le devoir de la justice française est de vérifier si les conditions permettant l'extradition existent. Ces conditions n'existent pas, car Antonio Bellavita est accusé d'un délit objectivement politique. Je suis certain que les juges sauront, comme dans bien d'autres cas appliquer correctement les lois de ce pays.

M<sup>e</sup> Gaetano Pecorella  
Avocat d'A. Bellavita

### Le baron Bracht assassiné par ses ravisseurs

Le corps du baron Bracht a été retrouvé lundi dans un dépôt d'ordures à Oelegem, petit village près d'Anvers. Sa mort remonterait à environ un mois, soit peu de jours après son enlèvement, le 7 mars. Depuis cette date, peu d'informations avaient filtré sur les éventuelles négociations avec les ravisseurs. Il a été question à un moment d'une demande de rançon de 8 millions de francs. La fortune du baron Bracht est estimée à plusieurs centaines de millions de francs belges. Il possédait des intérêts dans des plantations d'huile de palme en Australie, en Amérique du Sud et au Zaïre, de caoutchouc en Malaisie, dans l'hôtellerie en France et en Suisse. Le 2 avril, un quotidien belge avait reçu un coup de téléphone anonyme signalant, sans autres précisions, la mort du baron Bracht.

## GREVE DE LA FAIM CONTRE L'EXPULSION DE SAÏD SMIH

Le 29 octobre dernier, Saïd Smih, militant de l'AMF et de l'UNEM dont il était secrétaire général en 1975, très lié aux travailleurs marocains en lutte, était arrêté et expulsé en Algérie sans motif. D'autres militants mauritaniens étaient également arrêtés le même jour, dont certains expulsés dans leur pays.

Aujourd'hui depuis le 4 avril, Latifa Smih la femme de Saïd a entamé une grève de la faim, et avec elle, dans la banlieue Nord Ouest, c'est Français et immigrés qui se mobilisent pour exiger le retour immédiat de son mari.

A travers cette lutte, ce sont toutes les expulsions de travailleurs immigrés,

les brigades dont ils sont victimes, les mesures racistes de Stoléro qui sont combattues, pour l'égalité des droits politiques des travailleurs français et immigrés, pour l'unité de la classe ouvrière.

Mais aussi, au moment où six militantes marocaines vont être « jugées » au tribunal de Meknès, c'est contre la dictature de Hassan II, pour la libération de tous les détenus politiques au Maroc que la mobilisation s'est engagée.

C'était le sens des interventions des représentants de l'AMF, de l'UNEM des comités de lutte contre la répression au Maroc, de l'UL CFDT de Gennevilliers lors de la soirée de soutien organisée samedi soir à la Bourse du Travail, qui réunissait plusieurs centaines de personnes.

« Un début » comme devait le souligner un des orateurs, car aujourd'hui il faut mobiliser dans les quartiers, dans les usines.

Seul un tel rapport de force pourra obliger la bourgeoisie à annuler l'arrêt d'expulsion et à faire revenir Saïd.

D'autant qu'à Gennevilliers, les locataires de la cité de travail de la Cetrafa, après avoir obtenu le rétablissement de l'eau qui leur avait été coupée, exigent le relogement immédiat dans les HLM (cf QDP du 6.4.78) ainsi qu'au foyer de l'Yser à Epinay.

### L'effondrement du pont de Tours

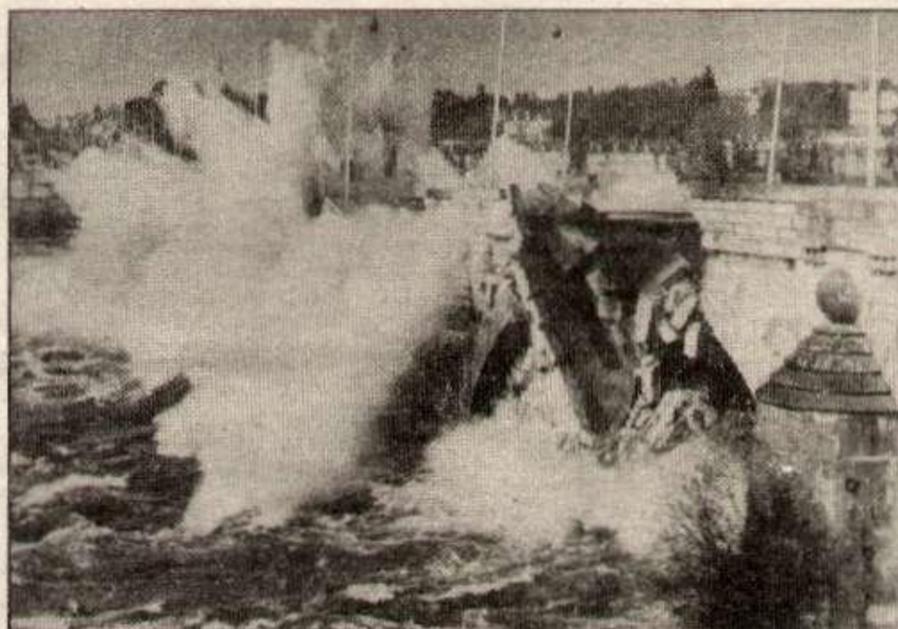
## DES « EXPLICATIONS » QUI N'EN SONT PAS

Pendant plusieurs jours encore 110 000 habitants de Tours vont être privés d'eau potable, à la suite de l'effondrement du Pont Wilson dimanche. Les deux canalisations d'alimentation venant des réserves du coteau Nord passaient par le pont. En attendant, il faudra s'approvisionner aux citernes mises en place par les pompiers. Ces difficultés viennent s'ajouter au problème de la liaison entre les quartiers nord et centre de la ville, assurée jusqu'ici par le Pont Wilson. Un pont métallique de secours pourrait être installé dans les semaines à venir.

C'est un hasard exceptionnel qui a fait que la rupture brutale d'une pile du pont n'aura pas eu de conséquences catastrophiques en vies humaines. Pour l'instant il semble bien qu'il n'y a pas eu de victimes. L'heure, 9 h 25, et surtout le jour, un dimanche, expliquent le peu de circulation au moment de l'effondrement de la première pile. Un automobiliste a pu s'en sortir de justesse en appuyant

sur l'accélérateur : il a réussi à franchir l'espèce de mur représenté par le tablier intact au-dessus de la portion affaissée, mais la voiture, pneus crevés et châssis déformé, témoigne du risque couru. Il est certain qu'en semaine, l'effondrement aurait causé de nombreuses victimes, noyées dans la Loire en crue. Alors cette dangereuse fragilité du pont (presque toutes les piles se sont effondrées les unes après les autres) comment expliquer qu'elle n'ait été dépotée à temps ? La surveillance des ponts est du ressort des services de l'Etat, dans le cas d'un ouvrage comme le pont Wilson supportant une route nationale, la N 10. Outre un examen annuel, une visite complète est effectuée tous les cinq ans, visite en principe poussée puisque même des plongeurs équipés de caméras de télévision y participent.

La dernière visite du pont remonte à moins de deux ans. En septembre 1976, elle n'avait pas signalé d'anomalie. Mais on



vient maintenant nous dire que les eaux de la Loire étaient très troubles à l'époque et que cela n'a pas facilité le travail. Alors pourquoi ne pas l'avoir reprise dans de meilleures conditions ? Royer, maire de Tours, met l'accent sur le compte de la sécheresse

dont l'alternance avec les crues aurait mis à nu les pieux de bois enfouis dans le lit du fleuve. C'est aussi, semble-t-il, l'explication avancée par les spécialistes. Mais les conséquences de la sécheresse et des crues, sur la résistance du pont ne pouvaient-elles

pas être prévues ? Plus que les « eaux troubles » de 76, elles auraient dû justifier une nouvelle « visite de santé » du pont. Parler de fatalité dans ces conditions, c'est vraiment trop facile !

Claude ANCHER

### LE PROMOTEUR D'ALENÇON A ETÉ INCULPÉ

Gérard Mureau, le promoteur qui a laissé un « trou » de près d'un milliard d'anciens francs dans ses multiples sociétés immobilières, a été inculpé samedi de banqueroute simple, infraction aux lois sur les sociétés commerciales et faux en écriture de commerce.

## ZIMBABWE : L'INDÉPENDANCE VÉRITABLE PAR LA LUTTE

## «La révolution c'est d'abord le peuple»

## Du «romantisme» à la guerre du peuple : l'histoire de la ZANU

Eddison Zvobgo a fait un historique de la lutte de la ZANU, depuis sa fondation jusqu'à la Conférence de Genève en 1976.

Nous avons fondé trois partis politiques, et tous les trois avaient été interdits successivement. Nous nous sommes dit : «Nous allons maintenant en former un pour de bon, le dernier». Et nous avons formé la ZANU (...)

Nous, de la ZANU, avons dit clairement depuis le début que c'était seulement par la lutte armée que nous pourrions récupérer notre pays. Parlant au Congrès de la ZANU en 1964, j'ai déclaré : «Le colonialisme, c'est la violence, et le seul moyen de venir à bout de la violence, c'est de s'y opposer par la violence». J'ai été immédiatement arrêté et envoyé pour un an en prison. J'étais très fier de mériter cette condamnation. Quand je suis sorti en 1965, la ZANU avait été déclarée illégale. Mais nous avons pris des précautions suffisantes pour que le combat puisse continuer, que nous soyons interdits ou non. Nous avons envoyé des guerilleros s'entraîner au Ghana, en Corée, en Chine populaire. Nous avons gardé la moitié de notre Comité Central à l'extérieur du pays, parce que nous savions que le régime allait interdire notre parti. Comme notre parti était interdit, nous avons été emprisonnés, et des membres du Comité Central sont restés en prison au moins dix ans.

Mais parce que nous avons pris des précautions suffisantes pour continuer malgré la répression, dès 1966, nous avons pu déclencher la lutte armée en 1966. C'étaient les 28 et 29 avril que notre Chimurenga, notre lutte de libération a commencé.

Dès que nous avons commencé notre lutte armée, nous avons dû affronter de nombreux problèmes. Nous ne savions pas exactement ce que voulait dire mener une lutte armée. Par exemple, nous pensions, que seuls les hommes peuvent mener une lutte armée. Ainsi, nous ne recrutions et n'envoyions à l'entraînement que des garçons. Ce que nous pensions alors, c'est que la lutte armée, c'était de prendre nos fusils, entrer dans le pays, tuer et libérer le pays immédiatement. C'était du romantisme à partir d'une théorie simpliste ! Le résultat, c'est que si nous avons pu mener entre 1966 et 1970 un certain nombre de batailles, en fait, le régime arrivait toujours à gagner, et gagner de manière décisive.

En 1970, il nous est apparu clairement qu'il fallait que nous nous arrétions pour faire le bilan de nos erreurs, les examiner. C'est alors que nous avons identifié ces erreurs grâce à ce bilan, nous avons beaucoup appris.

La première chose que nous avons apprise, c'est que la révolution, c'est d'abord le peuple. Sans le peuple, on ne peut pas vaincre. C'est pourquoi il faut organiser le peuple, vivre avec lui, pour enraciner la révolution. Une révolution ne peut être faite par des étrangers à la place du peuple, mais par le peuple engagé dans sa propre libération.

Deuxièmement, que le peuple, ce n'est pas les hommes, mais les hommes et les femmes. On ne peut pas vaincre, sans le peuple, les hommes et les femmes, luttant ensemble chaque jour.

Nous avons alors décidé, entre 1970 et 1972, de faire un travail politique de masse dans le pays. Il était, bien sûr, complètement clandestin, car le parti avait été interdit. Nous avons envoyé des camarades dans le pays, dans les villages, les zones tribales pour faire s'organiser les gens.

Ils devaient expliquer soigneusement pourquoi il était nécessaire de prendre les armes et de mener une lutte armée. Nous avons recruté beaucoup de camarades femmes, et, quand nous avons repris la lutte armée, en décembre 1972, ça a été une toute autre histoire !

Le 22 décembre 1972, nous avons attaqué plusieurs endroits à la fois le même jour. Et le régime a découvert que les renseignements qu'il avait l'habitude de demander à la population, il ne les avait plus. En 1973, nous avions déjà paralysé toute la partie Nord du pays. En 1974, lorsque le colonialisme portugais s'est effondré en Afrique, les forces armées de la ZANU s'étaient établies à l'intérieur du pays, au Nord, à l'Est et à l'Ouest de Salisbury.

C'est alors que les Américains ont commencé à s'intéresser à la question : dès 1974, Kissinger est allé faire une tournée en Afrique Australe. Il a dit à Smith de négocier... C'est pour ces raisons que Smith a été obligé d'aller à Victoria Falls pour négocier. Mais nous avons refusé d'être trompés. Immédiatement après l'échec de ces discussions, l'Afrique du Sud, avec la complicité des puissances occidentales a commencé un complot pour détruire la ZANU. En très peu de temps, le commandement militaire a été arrêté et emprisonné en Zambie. A cette époque, il était devenu impossible de soutenir le niveau de lutte armée que nos forces avaient atteint. Mais, après, le peuple a pris le pouvoir au Mozambique, ce qui a marqué une étape nouvelle pour la révolution en Afrique Australe, parce que nous pourrions nous déplacer sur le territoire du Mozambique, et poursuivre notre combat avec une vigueur renouvelée.

Quand les impérialistes ont découvert que la ZANU n'était pas morte, nos leaders emprisonnés en Zambie et en Rhodésie ont été relâchés pour une seule raison, pour aller négocier à Genève.

En 1976, la ZANU allait puissamment se réorganiser, avancer de nouveau dans l'édification politique et remporter en 1977 des victoires militaires décisives qui lui permettent aujourd'hui de contrôler politiquement les 2/3 du territoire national.

La lutte du peuple du Zimbabwe (Rhodésie) est mal connue en France. La grande presse, passant par les agences, ne donne que des «informations» venant le plus souvent de Prétoria et Salisbury, capitales des régimes racistes. La visite en France d'Eddison Zvobgo, membre du Comité Central de la ZANU (Union Nationale Africaine du Zimbabwe) a revêtu une grande importance, d'autant plus qu'il a donné des informations d'une grande valeur sur la réalité de la lutte, sur la participation du peuple à cette lutte et sur les buts poursuivis par le mouvement de libération.

La lutte de libération du peuple du Zimbabwe est une des grandes luttes de libération de notre époque : le peuple Zimbabwéen a libéré aujourd'hui les 2/3 de son territoire par la guerre du peuple, en comptant sur ses propres forces. Il s'est trouvé confronté, par régime raciste interposé, à l'impérialisme US, qui tente encore de le spolier de sa victoire par un règlement néo-colonial. En effet, le régime raciste de Rhodésie est le dernier allié en Afrique du Sud.

## Dans les zones libérées, le peuple et l'armée ne font qu'un

Il y a 39 districts dans lesquels nous avons établi notre contrôle politique (sur 50). Cela signifie que l'ennemi est encore capable d'y pénétrer avec des convois militaires. Mais ils ne peuvent y passer la nuit et rentrent dans les villes vers 4 heures de l'après-midi.

Je vais vous donner un exemple de ce qui se passe dans un de ces 39 districts dont je parle. Nous avons instauré dans un tel district onze comités. Le comité militaire comprend aussi bien la ZANLA que des paysans. Il est chargé de protéger la zone, ce sont les forces combattantes. Ils combattent l'ennemi, ils entraînent et arment les paysans. Le commissaire politique de ce comité est responsable de la formation politique. Il donne des cours chaque soir de village en village, sur les trois grandes tâches de la ZANLA, sur nos objectifs politiques et économiques, sur la structure de classes de la société du Zimbabwe sur l'histoire de notre pays, sur l'histoire des Etats Africains. Ce programme d'éducation se poursuit chaque nuit.

Il y a le comité pour la santé qui s'occupe des problèmes de santé et d'hygiène. Les médicaments que vous nous donnez et que nous collectons dans le monde entier ne sont pas seulement utilisés par les forces combattantes, mais aussi par les villageois. En effet, le régime a fermé tous ses hôpitaux, comme il a fermé ses écoles. La seule possibilité d'avoir un traitement médical, c'est nous qui la fournissons. Nous formons des agents sanitaires pendant trois mois et ensuite nous les envoyons à l'intérieur du pays.

Il y a aussi les comités pour l'éducation qui assurent l'enseignement pour les enfants. Il y a le comité de sécurité qui s'assure qu'il n'y ait pas d'agents du régime qui s'infiltrent dans la population...

Ce que nous avons essayé de faire, c'est de faire de chacune de ces zones une zone autonome de la ZANU. Le peuple et l'armée ne font qu'un et l'ennemi n'apparaît plus que comme un envahisseur. Quand on a atteint ce stade, on peut dire qu'on a le contrôle politique d'un district.

## Le rôle de l'expérience chinoise

A la ZANU, nous croyons que la seule manière de mener une lutte armée à bien, c'est de bénéficier des expériences de ceux qui ont mené les mêmes luttes ailleurs. Dans notre pays, nous avons trouvé que l'expérience chinoise était très riche d'instruction.

Le concept de la ligne de masse, «partir des masses pour retourner aux masses», le concept de vivre au sein du peuple, la méthode de résolution des contradictions au sein du peuple, la nécessité d'éliminer l'élitisme, de manière à avoir non pas une égalité bourgeoise mais une égalité réelle qui se manifeste dans les rapports entre les gens qu'on voit à l'œuvre dans la lutte armée, ce sont des concepts qui sont les nôtres.

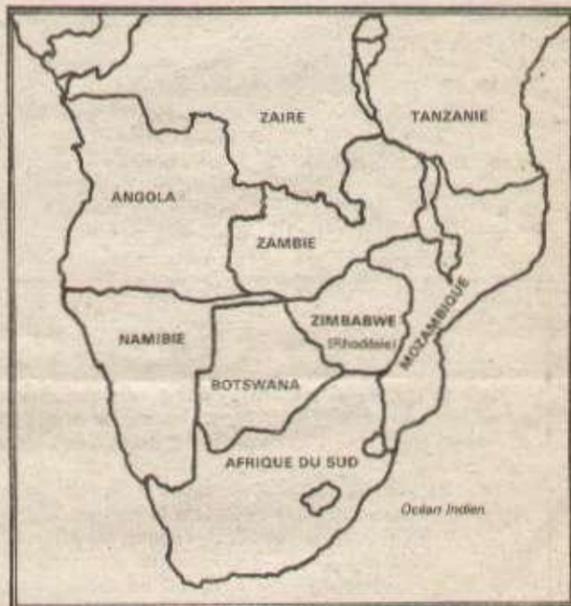
Certains nous disent : «pourquoi n'êtes-vous pas seulement marxistes-léninistes ?» Oui il y a beaucoup à apprendre des deux premiers. Mais nous avons beaucoup à apprendre dans le cas d'un pays du Tiers Monde opprimé par un pouvoir colonial, pour le renverser et cela nous ne pouvons le trouver que chez Mao et c'est pour cela que la ZANU se réclame des trois.

## Extraits des déclarations d'Eddison Zvobgo

D'autre part, la lutte du peuple du Zimbabwe est gravement menacée par une intervention du social-impérialisme, d'une intervention soviéto-cubaine. Après l'Angola et la Corne de l'Afrique, une intervention au cœur de l'Afrique permettrait au social-impérialisme de s'implanter dans une zone stratégique, celle du passage des pétroliers, vitale dans leur stratégie d'encercllement de l'Europe et de contrôle des ressources du continent africain.

Mais l'existence de la ZANU, organisation révolutionnaire forgée au cours de 14 années de luttes politique et militaire, organisation qui proclame et met en pratique le mot d'ordre : «Nous serons nos propres libérateurs» est un obstacle de taille aux menées de l'impérialisme et du social-impérialisme. Parce qu'elle dirige victorieusement la lutte du Zimbabwe et qu'elle le dirige sur la voie d'une véritable indépendance et du socialisme, il est urgent et nécessaire de développer le soutien internationaliste à la ZANU.

Jean-Pierre CHAMPAGNY



## L'avenir révolutionnaire du Zimbabwe

Nous sommes déterminés à fonder au Zimbabwe un pouvoir révolutionnaire basé sur le marxisme-léninisme et la pensée maotse-toung et basé sur les réalités objectives et subjectives du pays. Et j'entends être bien compris sur ce point : les gens du Zimbabwe ne sont ni des Chinois ni des Russes. Nous sommes un peuple africain, avec une histoire et une culture africaines. Nous ne voulons pas imposer un système tout fait de l'extérieur. Nous voulons établir, notre propre système social et économique, tenant compte du contexte dans lequel nous avons combattu. Nous sommes sensibles non seulement aux dangers de l'impérialisme capitaliste, mais aussi du social-impérialisme.

Nous ne dirons pas la vérité en disant que nous sommes nos propres libérateurs, si nous avions l'intention de nous vendre à l'impérialisme ou au social impérialisme. Je ne veux nommer personne. Mais c'est assez clair !

Nous voulons établir un système économique et social qui nous fera passer à une nouvelle étape révolutionnaire. Nous croyons à la révolution in-

interrompue. Nous n'avons pas l'intention de déposer les armes, car dans notre lutte pour le socialisme nous savons que nous aurons à faire face à un blocus. Nous voyons ce qui se passe au Mozambique. L'impérialisme est décidé à faire en sorte que notre peuple soit battu. Nous, nous sommes décidés à vaincre. Nous ne constituons une menace pour personne ni pour les pays occidentaux, pour aucun pays de l'hémisphère Nord. Nous sommes un petit pays, nous n'avons pas de pétrole, nous avons juste assez de ressources naturelles pour donner à notre peuple la possibilité de vivre dans la paix et le progrès social.

Alors, tout ce que nous disons aux puissances impérialistes, c'est : laissez-nous notre chance, laissez-nous seuls. Nous avons déjà vu en Afrique partout, où des régimes bourgeois africains ont été mis au pouvoir l'exploitation des masses paysannes reprendre immédiatement. Nous ne permettrons pas que cela arrive au Zimbabwe. Le peuple du Zimbabwe a le droit de choisir le système social qui lui convient.

## PHILIPPINES : LOI MARTIALE APRES LES ELECTIONS

Les élections qu'organisaient le 7 avril le dictateur philippin Marcos n'ont guère changé la réalité ni même l'image de marque de son régime. Elles ont été accompagnées de nombreuses fraudes et d'une brutale répression contre le mouvement populaire qui s'était formé derrière l'opposition.

Marcos avait décidé de faire procéder à des élections, tenant compte des conseils et des pressions des USA, pour tenter de donner une meilleure image de son régime vis-à-vis de l'opinion publique internationale. Mais le peu de liberté d'expression donnée à cette occasion à l'opposition démocratique a dépassé ce qui était prévu. La candidature du sénateur Aquino à Manille, emprisonné depuis cinq ans et condamné à mort, ainsi que d'autres personnalités a été l'occasion d'une importante mobilisation populaire. Le jour même du vote, Marcos a fait emprisonner des centaines

d'opposants, parmi lesquels des candidats. Dans beaucoup de bureaux de vote, les hommes de Marcos ont pratiqué la fraude, expulsé les scrutateurs de l'opposition et des journalistes des bureaux de vote. Plusieurs centaines de personnes ont organisé dimanche une manifestation pacifique «à la mémoire de la démocratie défunte». Elles ont été immédiatement arrêtées et accusées d'appel à l'émeute. Marcos a rétabli la loi martiale, suspendue pendant la campagne électorale, le jour même des élections. Le vernis démocratique de la dictature a fondu très vite, mais cette courte période de très relative liberté a permis à l'opposition de prendre conscience de sa force.

Le résultat du vote est sans surprise : à Manille, le parti gouvernemental l'a emporté très largement sur l'opposition, et aucun député de l'opposition ne siège à l'Assemblée nationale ainsi désignée.

### Husak à Bonn

Pour la première fois un président tchécoslovaque se rend en Allemagne de l'Ouest. Husak, le président tchécoslovaque, est en effet arrivé à Bonn lundi, pour son premier voyage officiel à l'Ouest depuis son installation par les chars soviétiques à la tête de la Tchécoslovaquie. Le recevoir est de la part de la RFA un signe de «bonne volonté» à l'égard de Moscou, puisque cela donne à Husak une accréditation solennelle. Les rapports entre la Tchécoslovaquie et l'Allemagne, économiques et de voisinage seront sans doute à l'apremment discutés. Moscou s'attend déjà à ce qu'un accord culturel soit signé, manifestation de la volonté allemande de poursuivre la politique de «détente». Car c'est de cela qu'il s'agit avant tout, le voyage de Husak sert un peu de test des positions allemandes en matière de détente quand la tension soviéto-Us s'accroît. Il prépare ainsi le voyage de Brejnev à Bonn au début du mois de mai.

### 500 nouveaux soldats au Liban

Un nouveau contingent de soldats français va partir pour le Liban les 14 et 20 avril prochains. C'est ce que Kurt Waldheim a annoncé lundi à l'ONU. Ce nouvel arrivage porte à 1 600 le nombre de soldats français engagés dans le cadre de la FINUL. Tandis que les Israéliens continuent à occuper le Sud-Liban, des accrochages ont lieu, de l'aveu même de l'état-major sioniste. Dans la nuit de dimanche à lundi, une fausse alerte a créé un début de panique au cœur même d'Israël, à Tel Aviv. Un «commando palestinien» avait été annoncé. Il n'en était rien, mais l'état d'alerte n'a été levé que dans la matinée de lundi.

### Pour la bataille politique de 78

### ABONNEZ VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

6 mois..... 180 F

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

## L'Allemagne des procès politiques

### POUR KLAUS CROISSANT, ILLEGALITE DE LA «JUSTICE»

Le procès de Klaus Croissant s'est ouvert lundi après que la cour constitutionnelle eut déclaré légales les fouilles «rapprochées» infligées aux avocats.

Les avocats allemands, obligés dès lors de se présenter au procès, sont arrivés avec une demi-heure de retard, car ils ont refusé de dégrafer leurs vêtements. Les avocats français ont refusé de participer au procès. La première séance du procès a été marquée par un incident important : le président du tribunal a froidement présenté un acte d'accusation comprenant les faits reprochés à Klaus Croissant, qui n'ont pas été retenus par la Chambre d'accusation de Paris lorsqu'elle a émis son avis d'extradition. Les avocats allemands ont

demandé que le procès soit suspendu jusqu'à ce que le conseil d'État ait statué sur le décret d'extradition. A Berlin un procès s'ouvrira mardi contre 6 personnes accusées d'avoir participé à l'enlèvement de Peter Lorenz et à l'attentat qui a coûté la vie à un juge. Pendant ce temps la police allemande prenait les choses en main à l'échelle européenne. Au cours d'un sommet secret, le ministre de l'Intérieur allemand a présenté à ses collègues suisse, autrichien et italien les fichiers de la police allemande, et affirmé que des réseaux de caches en Suisse et en Italie étaient communs à la RAF et aux «Brigades rouges». Cette collaboration est une importante menace pour l'avenir car elle peut se généraliser.

### POUR GROENEWOLD, ACTIONS AUTOUR DU PROCES

Témoignage de l'avocate Ulrike Hill



Klaus Croissant

#### De notre correspondant

Partout en Allemagne fédérale, des avocats qui prennent position contre les atteintes aux libertés démocratiques s'organisent dans des groupes et des comités. Lors du début du procès de Stammheim, une association des avocats a été créée à Berlin et un peu plus tard à Hambourg. Dans d'autres villes existent des comités d'initiatives. Considérant le procès contre Maître Groenewold comme extrêmement important pour la situation de tout avocat allemand, ces organisations envoient régulièrement des délégations d'avocats à Hambourg, lieu où se tient le procès devant la Cour de la Sécurité d'État, et organisent des actions autour du procès afin de rendre public ce qui s'y passe. Ainsi, Ulrike Hill, avocate à Francfort, membre du co-

mité des avocats de la Hesse, a participé aux activités des comités à Hambourg et nous donne le compte-rendu suivant :

«Nous sommes arrivés à Hambourg jeudi soir, à la veille du procès, pour participer à un grand meeting organisé par l'association des avocats de Hambourg, où se sont rassemblés environ 1 000 personnes. Dans les prises de paroles, il fut parlé du procès Groenewold et d'autres procès politiques. Il y a actuellement en RFA 70 avocats frappés par des poursuites disciplinaires, tous ceux qui ne suivent pas à la lettre la ligne de la justice allemande. Des procès politiques, il n'y en a pas seulement à Stammheim, mais il y en a pratiquement tous les jours en Allemagne et tout avocat qui défend sérieusement son client risque des poursuites pour s'être solidarisé avec lui. Par contre, des avocats qui ne risquent rien, il y en a aussi, comme Maître Heinrichs-

son, maire dans une petite ville près de Francfort qui était responsable du transport de 4 000 femmes et enfants tout ce camp de concentration à Auschwitz.

Le lendemain, nous avons donc assisté au procès. Pour pouvoir entrer dans la salle, nous avons tous dû subir des fouilles corporelles, nous avons dû donner sur nous, nos sacs à main, nos cigarettes, nos stylos. Nos pièces d'identité furent photocopiées.

Comme le bâtiment de Stammheim, la salle de la Cour de la Sécurité d'État à Hambourg a été construite spécialement pour des procès «terroristes». Un mur de séparation en verre blindé sépare l'auditoire de la salle du public. Même les avocats de l'accusé n'ont pas le droit de passer par la porte entre les deux salles qui est bien surveillée par les flics, sauf avec l'autorisation spéciale du président.

Le public ne peut suivre le procès qu'à l'aide des microphones installés dans la salle du public.

Dans l'après-midi, nous sommes allés au ministère de la justice de Hambourg pour porter une pétition portant contre l'installation du mur de séparation et contre les fouilles du public. Le ministre de la justice, responsable de ces mesures, a justifié le mur par la nécessité de protéger le jury contre des tomates ou des œufs pourris qui pourraient être lancés vers eux. Vu les fouilles corporelles, je me demande vraiment où on devrait pouvoir cacher tout ça. C'est vraiment un prétexte ridicule !

Nous allons poursuivre ces activités tout au long du procès. Et déjà maintenant, on peut dire que la présence régulière des avocats allemands et étrangers s'est trouvée être un contrôle très important du jury.

### REPRESSION DES ACTIVITES ANTI-IMPERIALISTES

Le gouvernement allemand, avec les autres impérialismes occidentaux, a joué et joue un rôle actif dans le soutien aux régimes racistes d'Afrique australe, en y faisant des investissements, en refusant les mesures de boycott préconisées à l'ONU, et en leur fournissant des armes.

Mais en plus, le gouvernement allemand réprime en RFA les activités des militants anti-impérialistes. Ainsi, alors qu'une collecte de plusieurs cen-

taines de milliers de marks a été organisée par les Comités de soutien à la ZANU et plusieurs organisations révolutionnaires pour financer l'achat de véhicules pour l'armée de libération du Zimbabwe, le préfet de Tubingen a fait saisir 105 000 DM de cette collecte sous prétexte qu'elle était illégale. Les révolutionnaires allemands exigent l'annulation de cette mesure inadmissible contre laquelle le Comité Central de la ZANU a protesté.

En même temps, à Bonn dix-huit manifestants choisis arbitrairement parmi des milliers, vont passer en procès le mois prochain pour avoir «participé à l'occupation de l'Hôtel de ville» à l'occasion d'une visite du fantôme Thieu dans la capitale allemande il y a quatre ans. Ils sont accusés de «violation particulièrement grave de la paix du pays» et risquent des peines de prison ferme et d'importants dommages et intérêts.

● Le voyage du président Carter au Venezuela puis au Brésil a illustré les difficultés croissantes de l'impérialisme américain à maintenir son hégémonie sur ce qu'il considère encore comme son «arrière-cour» naturelle. Certes, la superpuissance américaine est dominante dans la région, mais les deux pays les plus riches d'Amérique latine lui ont froidement fait savoir que les relations devaient être fondées sur la non-ingérence et le respect des droits et des intérêts nationaux.

#### AU VENEZUELA : PAS DE QUOI PAVOISER !

En apparence, le séjour au Venezuela devait être plus facile qu'au Brésil. Cependant, d'entrée de jeu, le président Andrés Pérez soulignait que le destin des relations inter-américaines dépendait de la ratification par le sénat américain du traité de Panama. Il mettait en garde contre les tentatives d'en dénaturer l'esprit. Si l'accord était plus facile à obtenir sur la question des droits de l'homme, Carlos Andrés Pérez faisait observer à Carter qu'il existe une étrange corrélation entre les investissements étrangers et la violation des droits de l'homme : une manière de signifier aux États-Unis que les bonnes paroles, mises à l'épreuve des faits sont peu crédibles. Au moment même de la visite du président américain, un groupe d'exilés du Nicaragua réfugiés au Venezuela, publiaient une lettre dans laquelle ils demandaient la cessation de

l'aide militaire et économique au dictateur Somoza. Lors du soulèvement populaire d'il y a deux mois, des dirigeants de l'opposition libérale nicaraguayenne avaient sollicité l'aide américaine en vain. Le mouvement a été noyé dans le sang, grâce entre autres aux hélicoptères américains. Les deux gouvernements se sont mis d'accord pour demander l'envoi d'une commission d'enquête sur les droits de l'homme au Nicaragua, pour souhaiter le règlement pacifique de la question de Belize et pour reconnaître la souveraineté du Venezuela sur un îlot proche de la Guadeloupe : Las Arras pour le contrôle commun du trafic de stupéfiants ! Il n'y a pas là de quoi pavoiser !

#### LE VENEZUELA : PÉTROLE PLUS CHER

L'autre point clé de la visite devait être le problème énergétique. Le Venezuela est en effet le principal fournisseur américain en pétrole. Or le

## Carter en Amérique Latine

Par Hélène VARJAC

# HISTOIRE D'UN ECHEC

programme énergétique américain est en panne depuis plus de 6 mois. Les espoirs de réduire la dépendance énergétique des États-Unis semblent plus difficiles que jamais à concrétiser, compte-tenu de la poursuite de l'accroissement de la consommation d'énergie. Carter cherchait à éviter une augmentation des prix pétroliers, prévue à l'ordre du jour de l'OPEP en mai prochain. Mais le Venezuela, membre de l'OPEP veut une augmentation modérée des prix, en raison de la chute du dollar. Le remplacement de la monnaie américaine dans la fixation des prix du pétrole est de nouveau envisagée. En tout cas, le Venezuela n'a pas fait droit à la demande de Washington, et il n'en a même pas été question dans le communiqué final !

#### NE PAS GASPILLER LES RÉSERVES PÉTROLIÈRES

D'autres problèmes pèsent sur le développement pétrolier du pays ; le pétro-

le représente les 3/4 des ressources fiscales du pays et plus de 90 % de ses exportations. Or, seule la 1/5<sup>e</sup> du pétrole produit est vendu directement par le Venezuela à l'étranger, le reste est commercialisé par des compagnies étrangères qui par des achats irréguliers et des pressions diverses ont créé des difficultés au pays. Les contrats avec ces sociétés doivent être renouvelés cette année et le Venezuela entend accroître sa part sur le marché. L'autre problème, est le souci de maintenir des réserves suffisantes pour les cours des pétroles légers et moyens, qui sont les moins assurés pour l'instant. Cela passe par une politique de recherche active dans de nouvelles zones, la mer des Caraïbes et l'embouchure de l'Orénoque.

Le Venezuela souhaite en revanche que les Américains participent davantage à l'exploitation des pétroles lourds, mais en maintenant un plafond de la production à 2,2 millions de barils

par jour pour ne pas épuiser leurs réserves.

#### LE RENFORCEMENT DU SELA

En définitive, les partenaires ont campé sur leurs positions : le Venezuela n'a rien concédé sur le prix du pétrole, et le discours de Carter devant le congrès vénézuélien a profondément déçu : les thèmes archi-usés sur le nouvel ordre économique mondial ont été repris, mais l'abolition des dettes des pays du Tiers-Monde par exemple n'a pas été évoquée. En sortant de la séance, plusieurs parlementaires vénézuéliens ont déclaré qu'ils n'avaient pas besoin d'*«aumônes et de conseils»*. La *«nouvelle approche»* des relations inter-américaines proclamée par Carter le 14 avril 1977 devant le conseil permanent de l'OEA (organisation des États américains) est-elle définitivement enterrée ? En fait, la visite de Carter a presque été éclipsée par la réunion du SELA (Système économi-

que latino-américain), destiné à promouvoir l'intégration des économies et des marchés latino-américains. Le Venezuela en est un ferme partisan et souhaite développer un bloc regroupant l'Amérique latine et les Caraïbes, qui pourrait traiter avec les Nord-Américains.

Carter ne pourra même pas se targuer d'avoir obtenu le soutien du Venezuela dans un différend avec le Brésil : aux préoccupations américaines sur la prolifération des armes nucléaires en Amérique latine et la course aux armements, Carlos Andrés Pérez a répondu qu'il partageait ce souci et souhaitait l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, *«comme d'ailleurs le Brésil»*.

Demain :  
**L'accueil froid  
de Carter au  
Brésil**

## Panama: la question du traité n'est pas réglée

Alors que des manifestations ont eu lieu à Panama contre la volonté des USA de changer le traité sur le canal et sa zone, le président Torrijos a envoyé deux émissaires à Carter pour lui demander une ratification effective du traité au plus vite. Le traité qui venait à expiration a été renouvelé l'année dernière. Depuis, le Congrès américain l'a modifié unilatéralement par des amendements, par exemple, en ajoutant un droit d'intervention militaire des USA, qui n'était pas expressément prévu. C'est un nouvel amendement qui a mis le feu aux poudres : celui-ci prévoit le maintien de la présence américaine après l'an 2000, alors que le traité prévoyait le contraire.

Les importantes manifestations de la semaine dernière, au cours desquelles des effigies de Carter ont été pendues, vont inciter le gouvernement panaméen, enclin aux concessions, à plus de fermeté dans la défense de la souveraineté et de l'indépendance du pays.

#### USA

Plusieurs milliers de jeunes chômeurs américains, venus de tout le pays, ont organisé samedi à Washington une marche de protestation contre le chômage. Ils accusaient Carter de ne pas tenir ses promesses électorales d'améliorer la situation de l'emploi.

#### ALGÉRIE

Après une tentative d'assassinat dirigée contre Antonio Cubillo, dirigeant du MPAIAC, mouvement pour l'autonomie des Canaries, les autorités algériennes ont mis en cause les services spéciaux espagnols. Deux ressortissants espagnols ont, en effet, été arrêtés.

#### IRAN

Pour tenter de répondre aux manifestations contre le régime du Chah qui ont eu lieu dans de nombreuses villes d'Iran, ces dernières semaines, le premier ministre Amouzegar a organisé un rassemblement fasciste à Tabriz, ville où avaient eu lieu les émeutes de février. Il a assimilé les mouvements insurrectionnels à des «bandes d'anarchistes et d'éléments subversifs». D'autre part, les fascistes ont commis plusieurs attentats à la bombe contre des personnalités de l'opposition, notamment d'anciens ministres du gouvernement Mossadegh.

## Affaire Aldo Moro : le dirigeant de la D.C. commence à parler

# LES DOCKERS DE GENES REFUSENT LA DÉFENSE DE L'ÉTAT BOURGEOIS

Après le message de samedi qui avait mis en effervescence la classe politique, le bruit courant de menaces immédiates contre la vie de Moro, et des négociations étant envisagées, un nouveau message des «Brigades rouges» est arrivé lundi. Dans ce message, les ravisseurs de Moro indiquent que son «procès» continue, ne formulent pas d'exigences particulières et nient que des négociations secrètes aient commencé. Ce message est accompagné d'une lettre de Moro qui attaque un de ses collaborateurs Taviani, ancien ministre de l'Intérieur, partisan de la fermeté à l'égard des ravisseurs. Il s'avère donc que les «brigades rouges» comptent se servir de Moro pour mettre sur la place publique un certain nombre de scandales de la DC au pouvoir depuis trente ans.

Cependant, DC et PCI mettent à profit cette situation pour continuer leur campagne hystérique contre les révolutionnaires. A cet égard, les rafles du 3 avril ont marqué un tournant : les arrestations ont en fait concerné des militants

d'extrême-gauche (MLS, Democrazia Proletaria, Manifesto) qui ne pouvaient de toute façon avoir aucun lien avec les «brigades rouges». Des militants du PC et du PS ont même été arrêtés parce qu'ils avaient été fichés comme d'extrême gauche il y a plusieurs années.

Cette opération policière s'accompagne d'une campagne de presse contre les «intellectuels qui soutiennent le terrorisme». Cela crée une atmosphère de suspicion à l'allemande qui peut ouvrir la porte à des interdictions professionnelles.

De son côté, le PCI, pour s'approcher davantage du pouvoir continue à vouloir se montrer le meilleur défenseur de l'État bourgeois. Il s'attaque violemment au slogan. «Ni pour les brigades rouges, ni pour l'État». Mais les positions de Lama, le Séguy italien, qui veut exclure du syndicat tous ceux qui refusent de «défendre l'État» se heurtent à d'importants obstacles dans la classe ouvrière italienne. C'est ainsi que les 3 000 dockers de Gênes, traditionnellement proches du PCI, viennent

de désavouer ce parti en élisant à une large majorité aux élections professionnelles des syndicalistes révolutionnaires sur la base de «Ni Brigades rouges, ni État» et de la défense conséquente de leurs revendications. Et ceci, alors qu'ils avaient été attaqués violemment à trois reprises en première page de l'*Unità*, organe du PCI. Et ce cas n'est pas isolé et face aux travailleurs et même à la base de leur parti, les dirigeants du PCI vont rencontrer de grosses difficultés, s'ils continuent à vouloir les mobiliser pour la défense de l'État bourgeois, en jetant au panier toutes les revendications des travailleurs.

Ce n'est pas pour autant que l'alliance du PCI et de la DC se renforce. En effet, certains éléments de la DC, les plus hostiles au compromis historique, se servent aussi de l'affaire Moro contre les révisionnistes, en prétendant que sont complices du terrorisme tous ceux qui ont attaqué le gouvernement dans le passé, puisqu'ils ont affaibli l'autorité de l'État. Mazzotti, porte-parole de cette tendance de la Démocratie chré-

tienne a réclamé la rupture de l'accord passé avec le PCI et l'organisation d'élections législatives pour le 18 avril, date anniversaire des trente ans de pouvoir de la DC, date très symbolique ! On voit que, derrière les lamentations sur le sort de Moro, chaque parti bourgeois veut tirer les marrons du feu.

Correspondant

#### ● ZIMBABWE

Les gouvernements anglais et américain ont envoyé des émissaires dans plusieurs capitales d'Afrique australe pour préparer la reprise des négociations pour l'indépendance du Zimbabwe sur la base du plan anglo-américain. La première phase des négociations commencera le 15 à Dar Es Salam en Tanzanie. Elle ne réunira que le Front Patriotique, les pays qui le soutiennent, et la Grande-Bretagne et les USA. Elle ne portera que sur les questions militaires.

## PROGRAMME TÉLÉ

Mardi 11 avril

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 50 - Eh bien, raconte !  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - Histoire des trains, N° 6 *Le Transibérien*  
 21 h 20 - A la poursuite des étoiles  
 22 h 20 - Paris pour mémoire, 3. *L'âge d'or du fer*  
 23 h 10 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 45 - Six jours avec un ami  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 25 - D'accord, pas d'accord  
 20 h 35 - Les dossiers de l'écran : L'Italie, une démocratie en échec ? *Emission d'Armand Jammot.*  
*Film-montage de documents suivi d'une émission spéciale en direct de Rome*  
 23 h 30 - Journal et fin

FR 3

19 h 55 - Flash journal  
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
 20 h 30 - La tempête  
 22 h 25 - Journal  
 22 - 40 - Réussite, *Les pompes solaires*

Mercredi 12 avril

TF 1

18 h 55 - Le renard et l'anneau d'or  
 19 h 10 - Une minute pour les femmes  
 19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 40 - Eh bien, raconte  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - Les Claudines. *Série de 4 émissions d'après l'œuvre de Colette. N° 1 : Claudine à l'école.*  
 21 h 50 - Journal de voyage avec André Malraux. *Série Jean Marie Drot. Promenade imaginaire en Espagne avec Goya.*  
 22 h 45 - Titre courant  
 23 h 05 - Journal et fin

A 2

18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
 19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 45 - Six jours avec un ami  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - Football : Bastia-Zurich. *Demi-final de la coupe de l'UEFA. Match retour en direct de Bastia*  
 22 h 15 - Les jours de notre vie  
 23 h 10 - Journal

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse  
 19 h 05 - Télévision régionale  
 19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 40 - Tribune libre. *Centre des Démocrates sociaux*  
 19 h 55 - Flash journal  
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
 20 h 30 - Fantômes à l'italienne. *Film italien de R. Castellani (1967) En version française. Avec S. Loren, V. Gassman*  
*Comédie burlesque.*  
 22 h 10 - Journal  
 22 h 25 - Ciné regards. *Hollywood USA : Clint-Eastwood*  
*A l'Ouest, un homme tranquille.*  
 22 h 55 - Fin des émissions

## SOUS ISRAËL LA PALESTINE

De Ilan HALEVI

Editions : le Sycomore

Le livre d'Ilan Halevi n'est pas un livre parmi d'autres sur la question palestinienne. C'est un livre spécifique, qui traite la question palestinienne, la question de la terre, de l'intérieur de l'Etat sioniste. Deux parties forment le livre : la première, des témoignages des «Arabes d'Israël» : des Palestiniens vivant dans les terres occupées en 48 : principalement la Galilée. Ali sans terre raconte sa vie : comment, très jeune, il va travailler dans les entreprises sionistes en ville, comment il est obligé de se faire passer pour juif pour avoir un logement, pour sortir avec les filles et quand on découvre qu'il est arabe, comment il refuse de se judaïser pour finalement perdre tous ses «amis».

Dans ce récit, on aperçoit la vie des juifs orientaux avec leur misère et aussi le racisme envers les Arabes. Un autre témoignage de Mahmoud, réfugié de l'intérieur, montre comment un Palestinien, parce qu'il refuse de collaborer avec les services de sécurité israéliens est poursuivi et condamné.

Puis c'est la journée de la terre, celle du 30 mars 1976, qui a montré aux yeux du monde entier qu'il y avait des Palestiniens à l'intérieur, qui luttent pour garder leur terre, pour reprendre les terres volées par les sionistes : un entretien avec Jamal Tarrabeh, maire de Sakhnine, qui représente les «modérés» mais qui ne veulent pas se laisser déposséder. Un autre avec Muhammad Ki-



wan, responsable du mouvement Abna' Lbalad (les enfants du Pays).

L'entretien avec Muhammad Kiwan est le plus important passage de cette première partie, où on voit l'importance politique d'un tel mouvement. L'entretien est riche d'informations et par sa clarté politique, le mouvement des «enfants du pays» ainsi que d'autres mouvements indépendants dans les villages de Galilée montrent le haut degré de lutte de la jeunesse palestinienne aujourd'hui.

Dans la 2<sup>e</sup> partie du livre, c'est la colonisation sioniste depuis ses débuts racontée par les sionistes et commentée par l'auteur. Les documents fournis sont extrêmement intéres-

sants, car ils mettent à nu le projet raciste des sionistes, jusqu'au point où certains en ont honte (Pleure, O pays bien-aimé). La discussion au Congrès de Zurich en 1937 montre comment, en fait, les sionistes ne reconnaissent pas de frontières, ni de limites à leur entreprise, et que l'élargissement de leur Etat ne peut se réaliser que par les guerres. Puis, les lois héritées de la colonisation britannique et même des Ottomans, pour réprimer les masses arabes, ces lois, promulguées par les Britanniques contre les organisations terroristes sionistes sont alors vivement critiquées par les sionistes : «*Même en Allemagne nazie, il n'existait pas de telles lois*» (Shapira

ministre de la justice). Quelques années plus tard, ces mêmes lois sont reprises. Deux intéressants documents : une lettre d'un écrivain, soldat de réserve pendant la guerre de 67 à la Knesset qui raconte les «choses vécues» de la guerre de 67, sur la population palestinienne et ses villages détruits, et finalement le rapport Koenig le rameux rapport qui demande la liquidation du peuple palestinien qui reste en Galilée.

Un livre à lire, à faire lire, surtout à ceux qui ne sont pas encore convaincus qu'Israël est un Etat raciste, expansionniste, que c'est une société coloniale.

Yomna El Khalil

## Et l'acier fut trempé

108<sup>e</sup> épisode

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

Les joues de Nelly s'empourprèrent.

— Qu'auriez-vous fait de moi si vous aviez réussi à prendre Varsovie ? Vous m'auriez hachée à coups de sabre, moi aussi, ou bien prise comme concubine ?

Elle était là, dans l'ouverture de la porte, gracieusement cambrée. Ses narines sensuelles de cocainomané frémissaient. Au-dessus du divan la lumière jaillit. Pavel se redressa.

— Qui donc aurait besoin de vous ? Vous creverez de cocaïne sans qu'il soit besoin de nos saïres. Une garce comme toi, je n'en voudrais pas même pour une nuit !

La boîte à outils sous le bras, il lit deux pas vers la porte. Nelly s'écarta. Il arrivait déjà à l'extrémité du couloir lorsqu'une voix étranglée lança :

— Sale bolchévik !

IV

La frontière, ce sont deux poteaux, dressés face à face, silencieux et hostiles, personnifiant deux mondes. L'un est soigneusement raboté et peint comme une guérite de policier, en noir et blanc. Cloué au sommet, un aigle rapace aux ailes déployées, qui semble agripper de ses serres le

poteau zébré, darde un regard mauvais sur l'écu métallique qui lui fait face ; son bec crochu pointe, menaçant. A six pas de lui, un autre poteau, un gros pieu rond de chêne, taillé à la hache, solidement planté en terre. Il porte un bouclier en fer d'un seul bloc, frappé du marteau et de la faucille. Un abîme sépare ces deux mondes, bien que les poteaux surgissent du même terrain uni. Nul ne saurait franchir ces six pas sans risquer sa vie.

Ici passe la frontière.

Sur des milliers de kilomètres, de la mer Noire à l'extrême Nord, à l'Océan glacial arctique, s'alignent, en une chaîne immobile, les muettes sentinelles des Républiques socialistes soviétiques, qui portent sur leur bouclier de fer le grand emblème du travail. De part et d'autre du poteau arborant l'image du rapace s'étendent l'Ukraine soviétique et la Pologne seigneuriale. Perdue dans une immensité déserte, la petite localité de Berez-dov fait face au hameau polonais de Korets, à dix kilomètres de là. Entre les deux, la frontière. Le secteur du N<sup>o</sup> bataillon de gardes-frontières va du village de Slavouta à celui d'Anapol.

Les poteaux-frontière courent dans les champs de neige, longent les allées forestières, dévalent la pente des ravins, remontent de l'autre côté, se plantent tels des phares sur les collines et, atteignant le fleuve, observent de la rive abrupte les étendues neigeuses de terre étrangère.

Il gèle. La neige craque sous les bottes de feutre. Une énorme silhouette casquée se détache d'un poteau marqué du marteau et de la faucille ; marchant lourdement, elle commence à faire le tour de son secteur. Le soldat rouge, solidement bâti, porte une capote grise aux pattes de col vertes, ainsi que des bottes de feutre. Une énorme pelisse de mouton au large col est jetée sur sa capote, et un casque de drap tient sa tête au chaud. Des moufles fourrées protègent ses mains. La longue pelisse descend jusqu'aux pieds et protège contre les froids les plus féroces. Le fusil est à la bretelle, par-dessus la pelisse, dont les pans balayaient la neige. Le soldat rouge suit la piste de guet, aspirant avec délices la fumée de sa cigarette. Du côté soviétique, les sentinelles placées en rase campagne sont à un kilomètre l'une de l'autre, en liaison constante à vue. Du côté polonais, elles sont éloignées de deux kilomètres.

Suivant lui aussi sa piste de guet, un soldat polonais vient à la rencontre du soldat rouge. Il est chaussé de brodequins, vêtu d'un uniforme gris-vert et d'une capote noire à deux rangées de boutons brillants, coiffé d'une casquette carrée. Des aigles blancs parsèment sa casquette, ses pattes d'épaules en drap, ses pattes de col, mais ils ne lui tiennent pas chaud. Glacé jusqu'à la moëlle des os, il se frotte les oreilles et bat la semelle. Ses mains sont gourdes sous la mince pellicule des gants. Le soldat polonais ne peut s'arrêter un seul instant, car le froid paralyse aussitôt ses articulations ; aussi remue-t-il sans cesse, allant parfois jusqu'à courir. Les sentinelles se croisent, le Polonais fait demi-tour et se met à marcher parallèlement au soldat rouge.

(à suivre)

# MARÉE NOIRE : LES MEMES ERREURS CRIMINELLES

Le sinistre paysage des fosses à pétrole.

«Dunes fragiles. Pas de voitures. Pas de chaussures mazoutées».

Des panneaux ainsi libellés commencent à fleurir sur les dunes des côtes bretonnes touchées par la marée noire. Un avertissement qui vient un peu tard, alors que dès le début de l'opération de nettoyage, des fosses étaient creusées dans ces dunes pour y recueillir le pétrole de l'Amoco et que, par ailleurs, de multiples engins de terrassement ont bouleversé le littoral.

Les géologues, les écologistes et les habitants sont particulièrement inquiets du florissement de ces fosses aménagées le long du littoral breton : des infiltrations se produisent, polluant ainsi le sol et le sous-sol.

Le plan Polmar, ne disposant d'aucun matériel, ses responsables décidaient en toute hâte, de creuser des fosses pour y stocker provisoirement le pétrole et ses déchets recueillis. Ne disposant d'aucune citerne suffisamment importante pour servir de relais entre les tonnes à lisier des paysans ou autre matériel employé pour le rapide nettoyage de la côte en vue de la saison touristique, les «responsables» Polmar, décidaient hâtivement la création de fosses, sans doute pour ne pas paraître entièrement désarmés et justifier ainsi de leurs fonctions. Mal leur en prit ! Ces mesures font apparaître une nouvelle fois leur totale incurie. Pour assurer l'étanchéité de ces fosses, il a été disposé au fond de celles-ci des feuilles de plastique, qui semblent très mal jouer le rôle qui leur était destiné. En fait, d'étanchéité c'est plutôt loupé. D'une part, la mise en place de ces feuilles opérée trop rapidement, ne permet pas une réelle étanchéité. D'autre part, il semble que le pétrole de l'Amoco, fortement composé d'hydrocarbures aromatiques (cf. QDP 675) s'attaque au plastique (voir aussi la détérioration du matériel fourni aux nettoyeurs) qui ne résiste pas, le pétrole passe alors au travers des feuilles, s'infiltrant dans le sous-sol.

incompétence reste sans aucune mesure avec cette bavure reconnue par la direction départementale, et qui consiste à enfouir les déchets englués de pétrole sous le sable, reportant ainsi un peu plus loin les dommages à l'intérieur des terres. Pourtant ça n'est pas faute de précédent que ces mesures ont été décidées. En avril et mai 1977, Becam maire de Quimper et aujourd'hui «responsable» de Polmar, faisait enfouir 160 tonnes de déchets, récupérés lors du naufrage du *Boehlen*, dans une tranchée à la périphérie de sa ville, et à Plogoff. Cette opération stupide et dangereuse ne tardait d'ailleurs pas à confirmer les soupçons des écologistes et des habitants de ces quartiers : les puits étaient contaminés.

Becam était alors obligé de faire déterrer les déchets incriminés et de les stocker ailleurs, en attendant de pouvoir les éliminer d'une autre manière.

L'expérience ici n'aura servi à rien. On répète allégrement les mêmes erreurs, des erreurs criminelles, par ceux-là même qui jugeaient inutile de créer un «organisme spécialisé contre la pollution marine accidentelle».

En attendant, faute de moyens, leurs tonnes à lisier et le matériel léger continuent de remplir les fosses, qui seront à leur tour pompées dans des semi-remorques, qui prendront la direction des centres de collectage.

Les déchets seront acheminés vers des centres de stockage provisoires en attendant de trouver une méthode pour s'en débar-



asser définitivement, ou ils seront tout simplement enfouis, comme c'est le cas dans la zone industrielle portuaire de Brest. On reparle d'incinérer les résidus mazoutés, mélanges d'algues, de sables, de galets et de pétrole, comme lors des précédentes marées noires : l'opération s'était révélée impraticable et avait dû être abandonnée. Comme aucune expérience nouvelle n'a été tentée, ces déclarations semblent plutôt être des appels au calme à la population qui n'est plus décidée à supporter les nombreuses conséquences de ceux qui osent encore se nommer responsables.

### RASSURÉS POUR UN CIMETIERE

«Voilà six jours que je ne suis pas venu sur place, et aujourd'hui, j'ai constaté que des progrès spectaculaires avaient été réalisés. Les opérations de nettoyage sont en bonne voie : les côtes ont été débarrassées de la partie la plus visible de la pollution ; le rivage dans son ensemble est plus propre, même méconnaissable. On peut être rassuré pour l'été». Gerandau, directeur de la sécurité civile, reconnaît implicitement lors de sa conférence de presse du 7 avril, que la vaste opération entreprise est bien un nettoyage superficiel destiné à recevoir, malgré tout, le maximum de touristes cet été. Les estivants pourront se prélasser dans une mer morte, tandis que ceux qui vivent des produits de la mer seront sans ressources. Ainsi les ostréiculteurs de Morlaix (Finistère) qui assuraient le tiers de la production bretonne en huîtres creuses se sont vus contraints de retirer leurs produits du

marché. Les derniers prélèvements au large confirment la nature du pétrole de l'Amoco, léger il est diffusé dans la mer, et sa concentration est la même à la surface qu'à vingt mètres de profondeur (28 microgrammes par litre). Lorsque la mer sera calme, les particules en suspension remonteront à la surface, risquant de recréer des nappes qui viendront à leur tour s'échouer sur le rivage. Ce phénomène de diffusion, pourrait expliquer la disparition des nappes concentrées et le fait qu'il n'y ait plus que des irradiations à la surface de la mer. En attendant ces particules diffusées ont tout le temps de détruire la microflore et la microfaune de la Manche, phy-

toplancton, plancton, larves. Mais pour Becam et consorts, là n'est pas l'important, les plages seront propres en apparence,

les touristes pourront se reposer... dans une région morte !

Pierre CHÂTEL

### Des mesures inapplicables

Dans la foulée de l'échouage de l'Amoco, le gouvernement décidait quelques mesures, notamment celle qui devait repousser le rail de navigation des navires au large des côtes françaises de 3 milles à 12 milles. Mais le gouvernement est incapable de faire respecter cette mesure : «Nos bateaux font douze nœuds, comment voulez-vous qu'ils rattrapent un pétrolier filant ses vingt nœuds ?» déclarait un officier de la Marine nationale. Les navires en infraction continuent de répondre par le silence radio, et les autorités ne sont pas décidées à faire arraisonner les coupables, de peur... qu'ils ne boycottent les ports français !

## UN MINISTRE INQUIETANT

Le Ministère de la Santé et de la Famille, à la rescousse du Plan Polmar et de ses insuffisances, fait des déclarations rassurantes :

«Le ministère surveille très attentivement depuis les premiers jours l'état sanitaire de la population, et prescrit immédiatement des recherches et dosages des produits rejetés, ces études, qui n'ont rien révélé d'inquietant, sont néanmoins poursuivies à titre de précautions». Malgré les multiples malaises ressentis par les nettoyeurs des plages bretonnes, la politique de l'autruche semble toujours être la solution préconisée par les «responsables». Le ministère de la santé, n'a de fait aucun intérêt par des déclarations alarmantes à contrecarrer les trop nom-

breuses insuffisances du plan Polmar.

### ON A ENCORE BESOINS DES VOLONTAIRES

Pourtant, la vérité est là : céphalées, nausées, vomissements, démarches ébrieuses, loquacité, ivresse pétrolique, sont le lot des travailleurs de la marée noire. Or ces troubles si ils peuvent paraître bénins, sont susceptibles d'être des symptômes de maladies qui peuvent évoluer ultérieurement d'une façon dramatique, comme nous le rapportons dans les colonnes du QDP d'hier, après la conférence de presse du Clisact. Et que signifieraient alors les «consignes de soins pour la pathologie du mazout» diffusées à la Samu et aux

services d'urgences ? Ces consignes reprennent les troubles décrits avec pour certains d'entre eux, une évacuation d'urgence dans un CHU, et reprécient les contre-indications à un travail dans les zones polluées, telles que nous les avons développées dans notre édition de samedi. Pour le ministre de la santé les leucémies, les risques d'hémophilie, les cancers ne seraient-ils que des risques bénins ? Une attitude qui a tout lieu d'être inquiétante !

Le comité anti-marée noire de Strasbourg se réunira mercredi 12 avril à 20 h au local de l'ACFT, rue du Fossé des Treize (derrière le Tribunal).

### Une autre politique

Les 450 volontaires belges ont rejoint leur plat pays, non sans tirer des leçons de leur séjour sur les côtes bretonnes polluées. «Nous nous sommes aperçus que le bénévolat servait en fait à cacher le manque d'efficacité du Plan Polmar. Peu à peu, nous avons aussi pris conscience que c'est en fin de compte pour la Shell et le tourisme que nous travaillions» déclarait un jeune belge avant de s'embarquer. Décision a été prise de créer un Comité anti-marée noire belge, solidaire des revendications des comités bretons. «Nous avons la volonté de faire un acte politique de solidarité». Les jeunes Belges l'ont démontré en manifestant à l'occasion de leur départ à la gare de Brest, en dénonçant les conditions de travail, l'encadrement policier sur les plages et les risques médicaux encourus lors de leur séjour.